

Le capitalisme de connivence en Inde sous Narendra Modi

Christophe Jaffrelot

▶ **To cite this version:**

Christophe Jaffrelot. Le capitalisme de connivence en Inde sous Narendra Modi. Les Études du CERI, 237, pp.47, 2018, 10.25647/etudesduceri.237 . hal-01930780

HAL Id: hal-01930780

https://sciencespo.hal.science/hal-01930780

Submitted on 22 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

N° 237 - septembre 2018

LE CAPITALISME DE CONNIVENCE EN INDE SOUS NARENDRA MODI

Christophe Jaffrelot



Le capitalisme de connivence en Inde sous Narendra Modi
Résumé

La proximité entre affaires et politique en Inde date de l'époque coloniale, lorsque les entrepreneurs finançaient les hommes politiques qui, en échange, leur épargnaient certaines des lourdeurs de la bureaucratie. Elle est restée vivace après l'indépendance, même si le socialisme officiel de Nehru l'a soumise à quelques contraintes. La libéralisation économique des années 1990, loin d'atténuer la corruption, l'a amplifiée dès lors que de gros investisseurs, attirés par l'ouverture du marché indien, ont versé d'énormes pots-de-vin aux leaders politiques, qui sont devenus eux-mêmes des hommes d'affaires n'hésitant pas à forcer la main des banques publiques pour qu'elles prêtent à des industriels de leur entourage, tandis que des hommes d'affaires se sont fait élire au Parlement, multipliant les délits d'initiés. Le capitalisme de connivence qu'on observe à l'ère Modi – tant au niveau national que dans son Etat du Gujarat – est bien illustré par sa relation à l'étoile montante du business indien, Gautam Adani. Il a un coût financier (lié à la sous-imposition des entreprises et aux créances douteuses au bilan des banques), social (dû à la sous-rémunération du travail et à une réduction des dépenses d'éducation ou de santé faute de ressources fiscales) et environnemental (les *crony capitalists* s'affranchissant des normes les plus élémentaires).

Crony Capitalism in India under Narendra Modi
Abstract

Business and politics in India have been closely connected since the colonial era, when entrepreneurs financed politicians who, in exchange, spared them some of the bureaucratic red tape. This proximity has endured after independence, even if Nehru's official socialism subjected it to some constraints. Far from mitigating corruption, economic liberalization during the 1990s actually amplified it when large investors, attracted by the opening of the Indian market, paid huge bribes to political leaders, who often became businessmen themselves and forced public banks to lend to industrialists close to them, while businessmen were elected to Parliament, increasing insider trading. As it is observed in the modern era under Narendra Modi, be it at the national level and in his state of Gujarat, crony capitalism is well illustrated by Modi's relationship to Gautam Adani, the rising star of Indian business. Crony capitalism has a financial cost (due to the under-taxation of companies and dubious debts on the banks' balance sheets), a social cost (due to underpaid work and a reduction of the expenditure of education or health for lack of fiscal resources) and the environment (crony capitalists disregarding the most basic standards).

Le capitalisme de connivence en Inde sous Narendra Modi

Christophe Jaffrelot, Ceri Sciences Po

La connivence entre les milieux d'affaires indiens et les acteurs politiques du pays procède en partie d'une ancienne tradition inhérente au système des castes, celle des œuvres pies que les puissants (et notamment les riches *vaishya* – membres des castes marchandes) doivent réaliser au profit des brahmanes (la caste des lettrés, qui comprend des prêtres) pour tenir leur rang[1]. Ce patronage a d'abord bénéficié aux religieux et aux ascètes, mais les brahmanes qui exerçaient une activité publique (dans l'administration ou en politique) ont aussi fini par en être les récipiendaires ; d'autant plus qu'à l'époque coloniale les magnats indiens avaient besoin de ces élites éduquées pour communiquer avec les Britanniques, dont ils ignoraient la langue[2].

La relation entretenue par le Mahatma Gandhi avec des pionniers du capitalisme indien – à commencer par Ghanshyam Das Birla, dans la demeure duquel il fut assassiné en 1948 – illustre mieux qu'aucune autre cette complémentarité[3], même si, à l'époque, le soutien financier que les milieux d'affaires apportaient au Parti du congrès s'expliquait aussi par d'autres intérêts convergents[4], les capitalistes indiens appréciant le nationalisme des congressistes qui devait protéger l'économie indienne de la concurrence étrangère, et notamment de celle du Lancashire dans le textile[5].

[1] Jaffrelot 1994.

[2] Madan Malaviya, un brahmane conservateur d'Allahabad, offre un cas emblématique de cette collaboration. Voir Bayly 1973 : 363 ; Bayly 1975 : 104 . J'ai moi-même analysé son rôle dans le deuxième chapitre de Jaffrelot 2005.

[3] Voir Birla 1953. La relation entre Gandhi et J. Bajaj, le trésorier du Congrès, est aussi révélatrice de la puissance d'un lien personnel fondé sur des catégories anthropologiques comme le patronage et le clientélisme. Voir Nanda 1990.

[4] Low 1988.

[5] Markovits 1985.

Après l'indépendance acquise en 1947, les liens entre la classe capitaliste indienne et le Congrès sont restés très étroits. Certes Jawaharlal Nehru, à la recherche d'une troisième voie entre communisme et libéralisme, soumit les grandes familles au contrôle de l'Etat : en vertu de ce qu'on appelle le Licence Raj, les entreprises privées ont dû demander, à partir des années 1950, l'autorisation de l'Etat pour procéder à tout investissement nouveau, qu'il s'agisse d'augmenter ou de diversifier leur production – et chaque fois la Commission au plan a arbitré en fonction des priorités arrêtées par le gouvernement[6]. Mais les hommes d'affaires ont conservé une forte influence, notamment celle qui leur permettait de protéger leurs activités de la concurrence – étrangère ou domestique – en bénéficiant de règlements *ad hoc*. Cette influence s'expliquait par le pouvoir de l'argent et en particulier par le besoin de financement du Congrès à la veille de chaque élection. Cet échange de faveurs réciproques a été à l'origine de ce que Stanley Kochanek a appelé la *briefcase politics*[7], un dispositif qui a atteint son point culminant dans les années 1980 avec la spectaculaire montée en puissance de Dirubhai Ambani, liée aux relations personnelles qu'il avait tissées avec Indira Gandhi[8].

La libéralisation économique de 1991 aurait dû faire entrer l'Inde dans l'ère du marché, et notamment mettre fin aux pratiques de corruption que la toute puissance de l'Etat (fonctionnaires et hommes politiques confondus) avait engendrée, les hommes d'affaires ayant pris l'habitude de verser des pots-de-vin pour faire avancer leurs dossiers. En réalité, les réformes ont échoué à moraliser la vie politique, la corruption atteignant au tournant du XXIe siècle des proportions inédites[9].

Ce phénomène a été expliqué par l'ouverture du sous-continent à des investisseurs d'un tout autre gabarit que les capitalistes indiens, à partir des années 1990-2000. Les grandes multinationales cherchant à s'implanter en Inde ont en effet versé des dessous de table considérables, dans le domaine de la téléphonie par exemple[10], car même après la libéralisation de l'économie, il est resté des décideurs à soudoyer – des ministres notamment[11]. Milan Vaishnav a récemment proposé une interprétation complémentaire mettant l'accent sur des dynamiques internes : non seulement les capitalistes indiens n'ont plus rien à envier aux firmes étrangères en termes de force de frappe[12], mais en outre, la dépense de sommes considérables par les partis et les hommes politiques au cours des campagnes électorales est devenue la norme, cette pratique étant admise même lorsque l'argent dépensé a été

[6] Naseemullah 2017.

[7] Kochanek 1987 : 1285. Entre 1962 et 1968, les entreprises privées auraient donné près de 26 millions de roupies aux partis politiques (dont 20,5 millions au Parti du congrès). Mais on estime généralement que ce montant n'équivaut qu'à un cinquième des sommes déboursées, l'essentiel des fonds allant à des hommes politiques individuels.

[8] Voir le dossier de Samaj sur la sociologie des élites économiques de l'Inde coordonné par Surinder S. Jodka et Jules Naudet (Jodka et Naudet 2017), en particulier Mazumdar 2017. Voir également McDonald 2010.

[9] L'économie souterraine représenterait 62 % de l'économie indienne d'après Kumar 2017 : 70.

[10] Voir mon *Etude du CERI* : Jaffrelot 1997, et le chapitre 7 de Jaffrelot 1998 qui en est issu.

[11] Rai 2014 : 81-104.

[12] En 2014, les cent personnalités indiennes les plus riches étaient toutes milliardaires en dollars et « pesaient » même 346 milliards de dollars (Vaishnav 2017 : 50).

notoirement mal acquis par des personnalités au casier judiciaire bien rempli – d'où le titre du livre de Vaishnav : *When Crime Pays. Money and Muscle in Indian Politics*...

Mon propos est d'éclairer cette évolution sous un jour nouveau, à travers une sociologie des acteurs et une analyse de leurs relations, notamment pour répondre à une question laissée en suspens par Vaishnav : l'absence de toute tentative sérieuse d'endiguement de la corruption par les autorités. La question principale concerne l'inversion du rapport de forces entre l'Etat et les milieux d'affaires : sous Indira Gandhi, après le vote en 1969 d'une loi qui interdisait les dons des entreprises aux partis, le financement du Congrès était qualifié de racket[13], les hommes d'affaires ne pouvant résister au diktat du parti-Etat. Aujourd'hui, ce sont les intérêts privés qui dictent en partie leur loi aux gouvernants. Les pages qui suivent ne s'intéressent donc pas tant aux phénomènes de corruption qu'à ce qu'il est convenu d'appeler le capitalisme de connivence, le fameux *crony capitalism* qu'on peut définir, en première analyse, comme une captation d'une partie du pouvoir politique par des milieux d'affaires qui entretiennent avec lui des relations particulièrement étroites. Comment peut-on expliquer cette osmose, quelles formes prend-elle concrètement et quelles conséquences a-t-elle, en termes de corruption, mais aussi de « simples » conflits d'intérêts ? On examinera ces questions au niveau macro (de l'Inde entière), mais aussi au plan régional en concentrant l'attention sur le cas du Gujarat pour mieux appréhender les facettes de cette réalité sur le terrain, à travers la relation que Narendra Modi a entretenue avec un homme d'affaires local, Gautam Adani, lorsqu'il était à la tête de l'Etat.

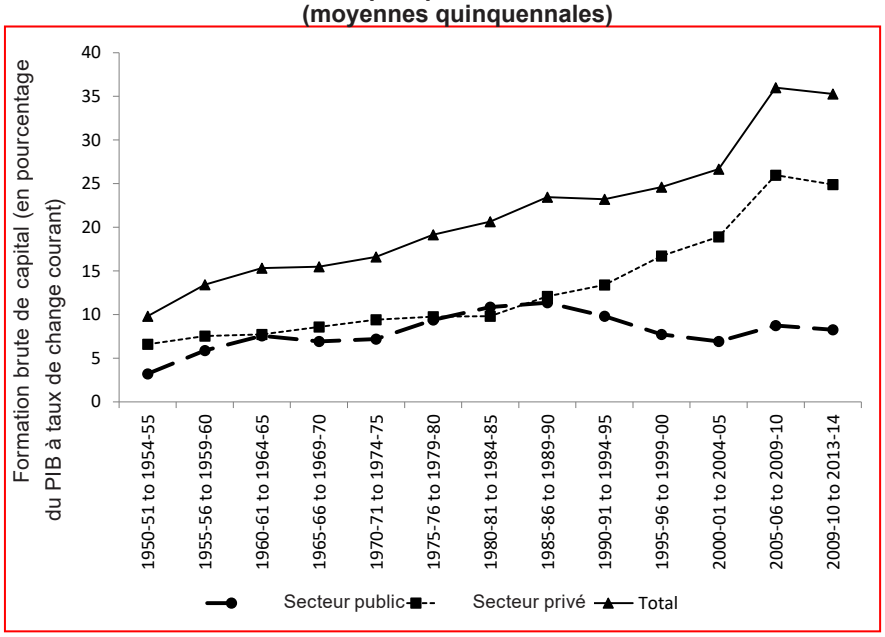
De l'interpénétration à l'indifférenciation : milieux d'affaires et milieux politiques dans l'Inde d'après 1991

La libéralisation économique de 1991 a favorisé la renaissance du capitalisme indien, ce « tigre sorti de sa cage » – pour reprendre l'image utilisée, à l'époque, par *The Economist* – se félicitant de la levée des obstacles administratifs et des barrières douanières qui handicapaient jusque-là le monde des affaires. Après une phase de réacclimatation à la concurrence, une concurrence tempérée par de nombreuses protections, le retrait de l'Etat a permis au secteur privé d'augmenter considérablement son volume d'activité, comme en témoigne la figure 1 page suivante.

La puissance économique et financière ainsi acquise a permis aux milieux d'affaires d'être beaucoup plus présents dans la sphère publique, à travers des instances de collaboration entre l'Etat et le secteur privé, les assemblées parlementaires et le monde des médias.

[13] *Ibid.* : 96.

Figure 1
Formation brute de capital par secteur de 1950-51 à 2013-14
(moyennes quinquennales)



Source : Murali 2019, p. 32

Les zones grises du partenariat public/privé

Dans le cadre de sa politique d'« économie mixte » aussi appelée « capitalisme d'Etat », Jawaharlal Nehru avait déjà mis sur pied des instances de coordination entre la puissance publique et le secteur privé[14]. Au sein de ces conseils, les grands industriels cherchaient à influencer les politiques publiques susceptibles de les affecter[15]. Mais ces institutions ne pouvaient rivaliser avec l'autorité de la Commission au plan, et les hommes d'affaires y occupaient de toute façon une position subordonnée aux grands commis de l'Etat.

Les lieux de coordination entre le monde de l'entreprise et le gouvernement qui ont émergé après le tournant de 1991, et plus encore dans les années 2000, ont déplacé le curseur aux dépens de la puissance publique. Ils s'inscrivent dans le cadre d'une nouvelle idéologie qui, sans être particulièrement libérale, prône le partenariat public/privé sur un mode quasi systématique.

Cette vision reflète les difficultés budgétaires de l'Etat qui a besoin des grandes entreprises, notamment pour développer les infrastructures, mais aussi un défaut de compétence des hauts fonctionnaires. C'est particulièrement visible au sein d'organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) où, lors des négociations commerciales, les officiels indiens sont souvent assistés par des experts des chambres de commerce et d'industrie

[14] L'Industries (Development and Regulation) Act avait par exemple établi un Central Advisory Council of Industries (CACI) où les milieux d'affaires étaient largement représentés, le président de la Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI) y siégeant *ex officio*.

[15] Ce qui explique qu'il existe, « dès le départ, une relation d'influence réciproque entre le gouvernement indien et la grande entreprise » (Milbert 2006 : 111).

indiennes, comme la Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI) ou, plus encore, la Confederation of Indian Industries (CII)[16], une organisation très dynamique depuis le tournant du siècle[17].

Mais ce genre de *joint venture* se retrouve également en Inde même, notamment au sein de comités chargés de conseiller le Premier ministre. Le Prime Minister's Council on Trade and Industry a ainsi été créé en août 1998 par Atal Bihari Vajpayee, dont le parti, le BJP (Bharatiya Janata Party, Parti du peuple), venait de prendre le pouvoir. Manmohan Singh, son successeur, a relancé cette institution en 2010 en lui conférant entre autre mission de réfléchir à la meilleure façon de réduire le rôle des inspecteurs du travail, de manière à aligner les pratiques indiennes sur celles de la Chine[18]… A côté de ces comités permanents, d'autres *ad hoc* avaient aussi vu le jour lorsque Singh était Premier ministre : en 2004, il avait créé une commission des investissements dont les trois membres avaient pour mandat de recommander au gouvernement la meilleure manière de favoriser l'investissement privé. Les trois membres en question étaient Ratan Tata, le patron d'un des plus anciens groupes industriels indiens, Deepak Parekh, le président de Housing Development Finance Corporation (HDFC) – qui siège à de nombreux conseils d'administration – et Ashok Ganguly, l'ancien PDG d'Unilever India, qui était lui aussi à l'époque membre d'un grand nombre de conseils d'administration.

Au-delà, des hommes d'affaires avaient été affectés dans les instances chargées de réguler le fonctionnement de l'économie indienne, ce qui donnait à ces arbitres des allures de « juges et partis ». Le cas du Securities and Exchange Board of India (SEBI) est très révélateur. Le gouvernement a nommé plusieurs hommes d'affaires à la direction de cet organisme créé en 1992 pour veiller à la régularité des opérations de bourse. On y a par exemple trouvé Kumar Mangalam Birla, l'héritier de la principale branche de l'empire Birla, de 1998 à 2001, Venu Srinivasam, le PDG de Sundaram Clayton Ltd., de 2005 à 2008, et Mohandas Pai, l'un des directeurs de l'entreprise Infosys, de 2010 à 2013. De la même façon, la Central Electricity Regulatory Commission (CERC), qui avait été créée en 1998 pour rationaliser et contrôler les tarifs de l'électricité, a compté dans ses rangs non seulement les présidents de la CII et de la FICCI, mais aussi des acteurs du secteur comme les responsables de Reliance Infrastructure Ltd., de Tata Power ou du groupe Adani.

La dépendance croissante de la puissance publique vis-à-vis des milieux d'affaires reflète la montée en puissance du secteur privé, à la faveur non seulement de son essor économique, mais aussi de l'évolution idéologique des élites indiennes qui tendent à disqualifier l'action de l'Etat au profit du partenariat public privé[19]. Un tel partenariat s'est aussi retrouvé au sein des assemblées élues sous une forme inédite.

[16] Sur la renaissance de la CII au tournant du XXIe siècle, voir Kantha 2006.

[17] En 1999, lors de la réunion de l'OMC réservée aux ministres du Commerce, la délégation indienne comprenait deux représentants de la CII et de la FICCI (Sinha 2007 et Sinha 2016).

[18] Sinha 2019, p. 303, note 22.

[19] Sur l'idéologie du PPP dans l'Inde des années 2000-2010, voir Mathur 2014.

Le Parlement, creuset d'une nouvelle osmose entre monde des affaires et monde politique

Dans le passé, quelques membres de grandes familles industrielles ont non seulement financé la campagne électorale de candidats à la députation pour qu'ils défendent leurs intérêts au Parlement[20], mais également essayé d'y entrer. Dans les années 1970, Krishna Kumar Birla, le fils de Ghanshyam Das Birla, a ainsi été élu à la Chambre haute, la Rajya Sabha, avec le soutien d'Indira Gandhi[21]. Mais dans les années 2000-2010, cette tendance a acquis une ampleur nouvelle. Le pourcentage des élus à la Chambre basse (la Lok Sabha) qui exercent une profession industrielle ou commerciale n'a jamais été aussi grand. Alors qu'il n'était que de 14,5 % en 1998, il n'a cessé de s'élever depuis, élection après élection, pour dépasser les 26 % en 2014[22]. Aseema Sinha souligne que sur les 144 députés relevant de cette catégorie à la Lok Sabha, 86 appartiennent au BJP, le parti au pouvoir[23]. Au niveau des Etats, la montée en puissance des élus poursuivant une carrière d'hommes d'affaires est plus spectaculaire encore. Un Etat aussi important que le Maharashtra – dont la capitale, Mumbai, est le siège de toutes les grandes entreprises – compte 50 % d'élus ayant une profession permettant de les classer dans les milieux d'affaires. Et le pourcentage reste élevé, entre 30 et 50 % en Andhra Pradesh, Assam, Haryana, Gujarat, Delhi, Madhya Pradesh, Karnataka, Rajasthan, Punjab, Tamil Nadu et Uttar Pradesh (voir le tableau 1 page suivante).

La sociologie de la classe politique que révèle ce tableau conduit à réévaluer l'interprétation classique des relations entre l'Etat et les milieux d'affaires. Il ne s'agit plus de « dépendance mutuelle »[24] ni même de « porosité » au sens où l'entend Aseema Sinha[25] mais d'une véritable osmose, car il n'est plus toujours possible de distinguer ces deux milieux l'un de l'autre. En fait, bien des hommes d'affaires sont devenus des politiciens professionnels, et un nombre encore plus grand d'hommes politiques exercent à titre principal ou à peine secondaire une activité économique. Des individus exerçant une profession dans l'immobilier et la construction (les fameux *developers* et *contractors*) ont utilisé cette activité comme tremplin pour se faire élire, tandis que des hommes politiques ont créé leurs entreprises. Un des cas les plus emblématiques de cette tendance est celui de Nitin Gadkari, l'actuel ministre des Transports du gouvernement Modi qui, avec sa femme et ses fils, possède des entreprises relevant de différents secteurs (la production d'électricité, l'immobilier, l'agroalimentaire…). Son collègue, le ministre du Pétrole Piyush Goyal – fils du trésorier historique du BJP – était aussi un homme d'affaires qui a vendu son entreprise (bien au-dessus de sa valeur) à une firme ayant des activités dans les infrastructures et l'énergie (Piramal), après être devenu ministre en 2014[26].

[20] Stanley Kochanek montre ainsi que les Birla « tenaient » une quarantaine de membres de la Chambre basse dont ils avaient payé la campagne électorale en 1967 (Kochanek 1974 : 214 et suivantes).

[21] Birla 1987: 40.

[22] Sinha 2019.

[23] *Ibid.*

[24] Culpepper 2015 : 398.

[25] Sinha 2019.

[26] Singh 2018.

Tableau 1
Poids des industriels et des commerçants au sein des assemblées régionales

Etat	Nombre d'élus appartenant aux milieux d'affaires	Nombre total d'élus	Pourcentage
Andhra Pradesh	79	174	45
Arunachal Pradesh	9	60	15
Assam	51	126	40
Bihar	57	243	23
Chhattisgarh	20	90	22
Delhi	30	69	43
Goa	28	40	70
Gujarat	64	182	35
Haryana	36	90	40
Himachal Pradesh	19	68	28
Jammu et Cachemire	22	87	25
Jharkhand	19	81	23
Karnataka	73	215	34
Kérala	9	140	0,6
Madhya Pradesh	69	230	30
Maharashtra	141	283	50
Manipur	2	60	0,3
Meghalaya	12	60	20
Mizoram	11	40	28
Nagaland	5	60	0,8
Orissa	20	147	14
Pondichéry	13	30	43
Punjab	38	117	32
Rajasthan	59	200	30
Sikkim	3	32	0,9
Tamil Nadu	41	119	34
Telangana	66	224	29
Tripura	2	60	0,3
Uttarakhand	15	70	21
Uttar Pradesh	128	403	32
Bengal occidental	55	293	19

Source : Sinha 2019, p. 62

Le Parlement est le creuset d'une osmose entre les hommes politiques qui deviennent hommes d'affaires et ceux qui font le trajet en sens inverse, alimentant une forme d'interpénétration des milieux professionnels, voire une indifférenciation. Cette dynamique a plusieurs conséquences. D'une part elle n'incite pas les responsables politiques à faire que l'Etat remplisse ses fonctions : pourquoi un ministre de l'Intérieur réformerait-il la police si le défaut de sécurité alimente ses activités dans le secteur ? Le raisonnement vaut tout autant pour les ministres de la Santé qui possèdent des cliniques et ceux de l'Education qui ont créé des écoles. D'autre part les élus ayant des activités industrielles et commerciales peuvent utiliser leur position dans les assemblées parlementaires non seulement pour s'informer sur les législations à venir dans leur

secteur d'activité (d'où de nombreux délits d'initié), mais aussi pour influer sur la fabrique de la loi. Si de telles pratiques sont malaisées en session plénière, sous l'œil des caméras et des élus de l'opposition[27], elles sont plus courantes au sein de comités spécialisés, les Parliamentary Committees chargés de préparer les lois, que les hommes politiques/d'affaires investissent assidûment, en particulier au sein de la Rajya Sabha à l'atmosphère plus feutrée et plus élitaire que la Lok Sabha[28]. De fait, dans ce Sénat à l'indienne, qui compte entre 10 et 15 % d'hommes d'affaires suivant les années, les exemples de conflits d'intérêts ne manquent pas, et je ne peux mieux faire qu'en donner quelques exemples au moyen d'un « coup de sonde » remontant à 2009 pour souligner la relative ancienneté du phénomène.

Cette année-là, le Standing Committee on Finance comptait dans ses rangs des hommes à la tête d'entreprises importantes, comme Rajeev Chandrashekhar, un indépendant (élu sans étiquette partisane) qui venait de créer Jupiter Finance avec une mise de fond de 100 millions de dollars[29]. Y siégeait aussi Vijay Darda, un magnat du Maharashtra, élu sous l'étiquette du Congrès. Dans le Standing Committee on Industry, la moitié des vingt-six membres avaient alors des activités économiques et commerciales. Dans le Standing Committee on Health on trouvait trois élus à la tête d'institutions éducatives formant des médecins. Sur les vingt et un membres du Committee on Public Undertakings, huit étaient des hommes d'affaires – trois d'entre eux spécialisés dans la construction de routes, un des sujets majeurs de ce comité parlementaire. En privé, ces hommes ne faisaient pas mystère des avantages que présentait pour eux la participation à de telles structures, non seulement du point de vue de l'influence qu'ils exerçaient sur la rédaction de la loi, mais aussi parce que ce statut leur donnait accès à l'administration chargée d'appliquer le droit[30].

Parmi les hommes d'affaires ayant rejoint le Parlement, Vijay Mallya constitue un cas particulièrement intéressant. Héritier de United Spirits, l'entreprise de vins et spiritueux (en fait, principalement de bières) créée par son père, Mallya concentre toutes les facettes du capitalisme de connivence. Tout d'abord, en tant que membre de la Rajya Sabha à partir de 2002, il a profité de sa participation au Committee on Industry, au comité consultatif mis en place par le ministère de l'Aviation civile et au Standing Committee on Commerce de la Chambre haute pour lancer sa compagnie aérienne, Kingfisher (du nom de sa marque de bière) dans les meilleures conditions, en bénéficiant de délits d'initié. En 2012 Mallya a rejoint pour les mêmes raisons le

[27] En 2009, une passe d'armes opposa ainsi Rahul Bajaj (le petit fils de Jamnalal Bajaj, le trésorier du Congrès du Mahatma Gandhi qui siège à la Rajya Sabha depuis 2006) et Brinda Karat (une élue du parti communiste) à propos de la réforme du droit du travail que le premier voulait assouplir. Voir Rahman 2009.

[28] En outre, rares sont les grands patrons qui sont prêts à faire campagne pour conquérir une circonscription de la Lok Sabha. Naveen Jindal, un homme d'affaires très puissant dans le secteur de l'acier et du charbon, qui remporta le siège à la Lok Sabha de Kurukshetra (Haryana) sous l'étiquette du Congrès en 2004 et 2009, est à cet égard une exception. Les grands patrons préfèrent débourser 5 à 6 millions de roupies (c'est le « tarif » minimum) pour obtenir le soutien d'un ou plusieurs partis dont les élus seront priés de voter pour ce généreux bienfaiteur puisque les sièges de la Rajya Sabha sont pourvus de manière indirecte, grâce aux scrutins des députés du Parlement et des assemblées régionales. Certains partis se sont fait une spécialité de faire ainsi affaire avec de riches magnats : le Janata Dal (Secular), une formation régionale du Karnataka, a fait élire Rajeev Chandrashekhar et Vijay Mallya de cette manière (voir plus bas).

[29] Chandrashekhar a été réélu sous l'étiquette BJP en mars 2018. Depuis 2009, il a siégé au Standing Committee on Defence, au Consultative Committe on Finance, au Select Committee on Real Estate, etc.

[30] Rajshekhar 2016.

Committee on Chemicals and Fertilizers bien qu'il ait été le PDG d'une entreprise du secteur. Il a ensuite joué de sa position politique pour identifier, influencer et même recruter des hauts fonctionnaires, et pas uniquement du secteur de l'aviation civile (une manière de les influencer consistait à leur promettre d'être recrutés par la compagnie Kingfisher lorsqu'ils seraient à la retraite). C'est ainsi qu'au comité directeur de Kingfisher siégèrent Ghyanendra Nath Bajpai, un ancien administrateur de la bourse de Mumbai et un ancien directeur du ministère des Finances (*ex-Finance secretary*), Piyush Mankad[31]. Enfin, Mallya a profité de son influence pour obtenir des prêts de la part de banques publiques qui ne pouvaient rien refuser au gouvernement de l'Inde, comme on le verra plus loin. Il a contracté des emprunts d'un montant total de 1,4 milliard de dollars auprès de dix-sept banques différentes, non pas tant pour investir en Inde que pour racheter une quarantaine d'entreprises de par le monde – un investissement qui ne s'est pas avéré très rentable. La compagnie Kingfisher elle-même, créée en 2005, a fait faillite huit ans plus tard, laissant une dette (et des impayés, notamment en salaires) de 1,35 milliard de dollars. Cet échec a été en partie attribué au fait que Vijay Mallya s'était moins consacré à ses entreprises qu'à son écurie de Formule 1 et à son équipe de football…

Sa désinvolture s'explique notamment par les innombrables protections politiques dont il a bénéficié jusqu'à une date récente : s'il avait été élu à la Rajya Sabha avec le soutien du Congrès et du JD(S) (le Janata Dal (Secular), un parti régional du Karnataka) en 2002, il a rejoint dès 2003 le parti de Subramanian Swamy (un proche du BJP qui a d'ailleurs été élu à la Rajya Sabha sous cette étiquette) et a été réélu en 2010 à la Rajya Sabha avec l'appui du BJP et du JD(S). Lorsque la justice a enfin traité son dossier, en 2016, elle a recommandé des poursuites, mais il est tout de même parvenu à fuir en Grande Bretagne, où il est toujours[32].

Un procès Vijay Mallya permettrait sans doute de mettre à jour un des circuits du financement de la vie politique indienne. Car si les gouvernements successifs ont accordé des avantages indus à de grands magnats comme lui, c'est en échange de dessous de table, et s'ils ont forcé la main des directeurs des banques publiques, c'est que les bénéficiaires des prêts bancaires donnaient en retour aux partis et/ou aux hommes politiques qui leur avaient permis d'obtenir ces prêts[33]. Or, et c'est là que le scandale change d'échelle, ces prêts n'ayant pas servi à financer des investissements très rentables, nombre de leurs bénéficiaires ne sont pas, aujourd'hui, en mesure de les rembourser. Au point que le montant astronomique des créances douteuses qui grèvent actuellement le bilan des banques laisse craindre une crise systémique.

[31] Traditionnellement, les hauts fonctionnaires prenant leur retraite devaient laisser s'écouler un an avant de rejoindre le secteur privé, pour éviter des conflits d'intérêts liés à des promesses de recrutement alors qu'ils étaient encore en service. Ce délai dit « de décence » n'est plus en vigueur, comme en témoigne la façon dont l'ancien chef de la diplomatie indienne a rejoint le groupe Tata une fois la limite d'âge atteinte (Kohli 2018).

[32] En 2018, un autre escroc de haut vol, Nirav Modi, que la police accuse d'avoir fraudé la Punjab National Bank de plus de deux milliards de dollars, est également parvenu à quitter le territoire indien.

[33] L'ancien directeur de la Reserve Bank of India, Raghuram Rajan, résume ainsi ces mécanismes de la politique indienne : « Les pauvres ont besoin des aimables politiciens pour les aider à s'y retrouver dans le dédale de services publics calamiteux. Les politiciens ont besoin des hommes d'affaires véreux pour trouver les fonds nécessaires au patronage des pauvres et pour disputer les élections. Les hommes d'affaires corrompus ont besoin des hommes politiques pour avoir accès à bon prix aux ressources naturelles », voir Rajan 2017.

Aux sources de la crise bancaire

En mai 2018, les *non performing assets* (NPA) des banques publiques, c'est-à-dire les prêts dont les titulaires n'avaient pas remboursé les intérêts ou le capital depuis quatre-vingt-dix jours au moins, représentaient 12,65 milliards de dollars, soit environ 14 % du total de leurs prêts (contre 12,5 % en mars de l'année précédente[34] et seulement 3 % en mars 2012)[35]. Cette évolution qui a conduit la Reserve Bank of India (RBI) à interdire à plusieurs établissements de continuer à consentir des crédits, empêchera sans doute nombre d'entre eux de respecter les critères de Bâle III censés entrer en vigueur en 2019. D'autant qu'ils « hébergent » aussi des *stressed assets*, des prêts dont les intérêts n'ont pas été payés depuis soixante jours[36] – et qu'ils ont déjà fait passer par pertes et profits un nombre croissant de créances depuis dix ans[37].

Cette crise bancaire, qui a non seulement fait chuter l'action des banques publiques, mais les a aussi empêché de financer l'économie, pénalisant durement l'investissement privé en déclin depuis plusieurs années, est largement due à un petit nombre d'emprunteurs parmi lesquels se trouvent des *crony capitalists* bien connus[38]. En 2015, le Crédit suisse, dans un document de cinquante-sept pages, détaillait le formidable niveau d'endettement de dix firmes indiennes qui continuaient à emprunter en dépit de la cote d'alerte qu'elles avaient atteinte[39]. En 2018, 84 % des créances douteuses étaient toujours le fait de grandes entreprises et douze d'entre elles étaient redevables de 25 % des NPA[40]. Parmi elles figurait le groupe de Gautam Adani, un proche de Narendra Modi, le nouveau Premier ministre. En 2015, ce groupe a accru sa dette de 16 % pour acquérir un port maritime et deux centrales thermiques. Sa dette a atteint 840 milliards de roupies, contre 331 milliards seulement en 2011[41]. Si les banques ont continué à lui prêter, c'est en raison de la proximité de Gautam Adani avec Narendra Modi qui, après son succès électoral au Gujarat en 2012, est apparu comme le nouvel homme fort de la politique indienne, et à partir de 2014 l'est vraiment devenu.

Une des explications du niveau d'endettement des grands groupes indiens tient en effet à l'influence que les politiques exercent sur les banques publiques pour les amener à prêter à leurs amis des milieux d'affaires[42]. Le témoignage d'un ancien directeur de banque, Anjan Basu, est à cet égard édifiant. S'il se souvient avoir su répondre aux pressions les plus directes,

[34] Sen 2018a et b

[35] Krishnan 2018.

[36] Anantha-Nageswaran 2017.

[37] Or 2017-2018 s'annonce une année plus funeste encore avec déjà 553 560 000 000 roupies partis en fumée sur la première partie de l'exercice. Voir Matthew 2017.

[38] Ce n'est pas là la seule cause de la crise bancaire. Pour une analyse circonstanciée, voir Chandrashekhar et Ghosh 2018.

[39] Credit Suisse Securities Research & Analytics 2015.

[40] Ghosh 2018.

[41] Credit Suisse Securities Research & Analytics 2015 : 22.

[42] D'autres facteurs sont naturellement à prendre en compte comme la piètre gouvernance des banques publiques dont les patrons changent trop souvent et pensent que leur institution est « too big to fail ».

grâce à sa forte personnalité, il admet avoir eu plus de mal à résister lorsque les faveurs demandées par son ministre de tutelle étaient justifiées par l'impératif du « développement économique » :

> « (…) les interventions directes peuvent être gérées avec une relative facilité. En fait, elles ne devraient surprendre personne. Après tout, nos hommes politiques doivent prendre soin de leurs électeurs et en Inde il est de notoriété publique que le système ne fonctionne que sous la pression des puissants. Ce qui est plus difficile à gérer, c'est la manière insidieuse avec laquelle des prêts importants sont parfois demandés aux banques. Le profil de l'emprunteur peut sembler bon – et c'est souvent le cas – mais pas le projet. C'est là qu'une pression amicale s'exerce par en haut. Tout paraît correct et carré – en apparence et en toutes circonstances – mais la tension sous-jacente est palpable ».

Pourquoi certains directeurs de banque se laissent-ils forcer la main, même lorsqu'ils ne sont pas convaincus par la qualité des projets d'investissement pour lesquels certains des industriels leur demandent un prêt ? D'abord parce qu'ils occupent leur poste du fait du prince auquel ils sont d'autant plus prêts à prêter allégeance – surtout que c'est de lui qu'ils peuvent espérer un autre emploi une fois venu l'âge de la retraite – et Anjan Basu de poursuivre :

> « Très peu de personnes qui sont montées jusqu'aux échelons les plus élevés peuvent considérer avec équanimité l'idée de "dégringoler" après leur retraite. Plus encore que les questions d'argent, c'est leur goût du pouvoir qui corrompt leur esprit »[43].

Afin de forcer la main des directeurs de banque en faisant le moins d'efforts possibles, les gouvernants ne nomment plus à leur tête, en général, que des fonctionnaires de rang intermédiaire (des *under secretaries* et non plus des *joint secretaries* de la haute fonction publique). Cela explique aussi la facilité avec laquelle certains chefs d'entreprise ayant des amis dans la classe politique ont obtenu de la part de banques publiques des prêts que les banques privées leur auraient (ou leur avaient) refusés.

La collusion entre hommes politiques et hommes d'affaires n'a pas seulement aidé les seconds à avoir accès au crédit bancaire, elle les a aussi aidés à continuer d'avancer masqués. Comme l'écrit Jayati Ghosh :

> « Certaines entreprises en faillite ayant les faveurs du pouvoir ne sont pas déclarées défaillantes, même lorsque les enquêteurs mandatés par le gouvernement ont découvert qu'elles avaient détourné des fonds. Ceux qui n'ont pas remboursé leurs dettes ne sont ni punis ni empêchés de quitter le pays. En fait, leur nom n'est pas même rendu public, de manière à ce qu'ils puissent continuer à obtenir des prêts auprès d'autres banques. Quelques compagnies devenues non solvables sont bien obligées de vendre leurs actifs, mais ceux-ci sont alors rachetés à vil prix par des parents ou des associés des anciens propriétaires »[44].

[43] Basu 2018.

[44] Ghosh 2018.

De fait, le gouvernement a fait voter des lois encadrant le droit des faillites pour permettre aux banques de recouvrer une partie de leurs créances. Si le Banking Regulation Amendment Act (2017) et la création du National Company Law Tribunal ont facilité la liquidation judiciaire de certaines entreprises, principalement pour renflouer les banques, les ventes d'actifs – qui peuvent permettre à l'entreprise de rester dans la famille – n'ont pas jusqu'à présent rapporté grand-chose : alors que les banques n'avaient provisionné que 44 % des NPA, elles risquent de ne récupérer des liquidations judiciaires non pas 56 % des prêts consentis, mais 10 % seulement, contrairement aux dires du BJP[45]. Dès lors, l'énorme effort de recapitalisation des banques publiques que le gouvernement a consenti en 2017, à hauteur de 2,11 trillions de roupies, s'avérerait insuffisant. Une seconde recapitalisation, plus massive encore, devrait intervenir à brève échéance. Cette injection d'argent public dans les banques spoliées par de grands groupes revient à faire porter le fardeau de leur dette privée par le contribuable, avec la bénédiction de responsables politiques qui peuvent toujours espérer récupérer une partie des faveurs faites au milieu d'affaires à l'approche des élections de 2019 – sans compter que les fonds investis dans les banques ne peuvent pas l'être dans le système de santé ou l'éducation.

Qui possède les médias indiens ?

Une analyse des relations entre monde des affaires et monde politique en Inde resterait incomplète si elle ignorait les médias, qui se situent à l'interface de ces deux secteurs. Historiquement, la presse est un pilier de la démocratie indienne car elle s'est émancipée de toute tutelle politique à mesure que l'alternance au pouvoir entrait dans les mœurs politiques au niveau des provinces (dans les années 1960) puis à celui du pouvoir central (dans les années 1970). Aujourd'hui, son indépendance est menacée par l'évolution des structures de contrôle économique, suivant un processus de concentration ou un transfert des titres de propriété qui se traduit par de nouvelles formes de censure (et d'autocensure)[46].

L'influence des propriétaires de journaux et de chaînes de télévision sur les rédactions a été corroborée d'une façon détaillée au printemps 2018 par une enquête du site d'information Cobrapost. A ses journalistes qui cherchaient à acheter de l'espace publicitaire en se faisant passer pour des sympathisants du BJP, il fut répondu qu'il serait plus efficace de payer (mais plus cher) pour que l'on diffuse des informations qui leur seraient favorables et/ou que, de toute façon, le propriétaire étant pro-BJP, les contenus diffusés étaient déjà biaisés[47].

Le groupe indien qui a le plus massivement investi dans le secteur des médias est probablement Reliance, même si on ne peut l'affirmer de façon catégorique, car l'opacité qui

[45] Verma 2018.

[46] Les paragraphes qui suivent procèdent de l'excellent chapitre à paraître de l'un des rares spécialistes du sujet : Reddy 2019. Le lecteur intéressé pourra aussi se reporter à Mehta 2015 : 25-38.

[47] Cobrapost 2018.

règne dans ce domaine introduit une part d'incertitude. Le joyau de son empire médiatique est sans doute Network 18, une entité dont Reliance a pris le contrôle dans les années 2012-2014 grâce à un montage financier complexe, qui possède plusieurs chaînes de télévision de langue anglaise (dont CNN-IBN) et vernaculaires ainsi que des magazines[48]. En outre, Reliance « tient » la chaîne de télévision NDTV grâce au prêt de 3 500 millions que le groupe lui a consenti en 2009. Ce prêt est susceptible d'être converti en actions s'il n'est pas remboursé, ce qui pourrait permettre à Reliance de monter au capital de NDTV à hauteur de 29 %[49]. Reliance entretient en outre des relations difficilement vérifiables avec le groupe News X qui possède aussi plusieurs chaînes d'information. En 2010 les *Radia tapes*[50] avaient révélé que Reliance soutenait le groupe financièrement (au point de payer les salaires des employés), mais il semble qu'il en soit tout bonnement devenu propriétaire[51].

L'autre grand groupe industriel qui a beaucoup investi dans le secteur des médias n'est autre que celui d'Aaditya Birla qui, depuis 2012, possède 27,5 % de Living Media, la holding propriétaire de la « famille » India Today, dont le premier né fut un hebdomadaire éponyme, avant que n'apparaissent un quotidien, des chaînes de télévision en anglais et dans plusieurs langues indiennes[52]. Le phénomène de concentration observé au niveau national est plus spectaculaire au niveau régional, où de nombreux médias ne sont pas seulement la propriété d'hommes d'affaires désireux d'influencer le jeu politique, mais également d'hommes politiques ayant mis un pied (ou les deux) dans le monde des affaires. Sun TV, dont la base géographique se situe au Tamil Nadu, constitue à cet égard le cas le plus remarquable. Son histoire remonte aux années 1960, lorsque Murosali Maran, alors journaliste, a été élu député sous l'étiquette du Dravida Munnetra Kazhagam (DMK). Au fil du temps, tout en gardant des liens organiques avec le DMK, il a développé un empire médiatique en acquérant ou créant une douzaine de chaînes de télévision à travers les Etats du sud de l'Inde (ceux de langues dravidiennes). Le poids médiatique de la famille et son rôle politique se sont renforcés mutuellement, au point que l'un de ses rejetons, Dayanadhi Maran, est devenu ministre des Télécommunications dans le gouvernement de Manmohan Singh, tandis que son frère Kalanithi gérait l'empire audiovisuel[53]. L'étoile du clan a pâli lorsqu'il s'est brouillé avec le DMK, dont le leader, Muthuvel Karunanidhi, a lancé sa propre chaîne de télévision, Kalaignar, dans les années 2000, alors qu'il dirigeait le gouvernement du Tamil Nadu. Sa rivale, Jayalalithaa Jayaram, n'a pas été en reste et a soutenu une chaîne soit disant indépendante mais qui portait son nom et faisait sa promotion, Jaya TV.

[48] Guha Thakurta 2013.

[49] Kaushik 2015.

[50] Les *Radia tapes* sont les cassettes enregistrées sur lesquelles figurent les conversations téléphoniques que Nira Radia, la patronne d'une firme de relations publiques comptant le groupe Tata et Reliance parmi ses clients, a eues entre 2008 et 2009 avec des hommes d'affaires, des hommes politiques, des journalistes et autres personnalités publiques. Ces enregistrements, très révélateurs des relations illicites entre ces trois milieux, n'ont pu être réalisés que parce que le gouvernement avait mis Nira Radia, soupçonnée de fraude fiscale, sur écoute.

[51] Muralidharan 2008 et 2014 ; Guha Thakurta 2013.

[52] Business Standard, 2013.

[53] Parthasarathy 2013.

D'autres familles politiques se sont lancées dans ce genre d'affaires afin d'influencer l'opinion publique et de gagner de l'argent (car les médias sont un secteur en pleine expansion en Inde). Le chef du gouvernement de l'Andhra Pradesh, Yeduguri Sandinti Rajasekhara Reddy, a ainsi lancé un journal, *Sakshi*, et une chaîne de télévision en langue télougou. Il l'a fait à titre personnel – son parti, le Congrès, restant en dehors de tout cela – d'autant qu'il s'agissait d'un biais pour propulser son fils, Jaganmohan Reddy, sur le devant de la scène publique.

De la même façon, le groupe de presse Sakal, qui publie un quotidien éponyme à grand tirage au Maharashtra, a été racheté en 1985 par un satrape politique de l'Etat, Sharad Pawar, qui dirige actuellement le Nationalist Congress Party. Un de ses frères en est devenu le rédacteur en chef. D'après Paranjoy Guha Thakurta (un journaliste d'investigation), une quarantaine d'hommes politiques contrôleraient des groupes médiatiques ou auraient des liens étroits avec eux. Lorsqu'ils ne peuvent pas influencer les médias en les contrôlant financièrement de façon plus ou moins directe, les hommes d'affaires n'hésitent pas à les traîner devant les tribunaux dans des procès propres à les ruiner[54].

Le rapport de forces entre les logiques affairistes et l'indépendance des médias a joué un rôle significatif dans la campagne électorale de 2014. Narendra Modi en a profité au point que l'hebdomadaire de référence de sa mouvance idéologique, *The Organiser*, a admis que « le suucès du Bharatiya Janata Party (BJP) lors des élections et sa prise de pouvoir a été grandement facilité par les médias »[55]. De fait, la manière dont Modi a été interviewé par les journalistes n'a rien à voir avec la façon dont son rival, Rahul Gandhi, fut mis à la question. Rajdeep Sardesai, un journaliste de IBN-CNN qui a dû quitter la chaîne après le scrutin, témoigne de ce déséquilibre :

> « Lorsqu'un journaliste osait poser une question difficile (mais peu d'entre eux le firent), vous sentiez une grande froideur revenir dans les yeux de Modi. Cela se produisit lorsqu'on lui posa un question à propos de sa femme Jasodhaben[56] et quand quelqu'un revint avec force sur la question des émeutes[57]. Il préféra présenter la moindre critique comme le fait de "nouveaux commerçants", une formule malheureuse et de mauvaise augure qu'aucun journaliste n'osa contester. Tout se passait comme si Modi avait mentalement divisé les journalistes en deux camps et incitait ses partisans à voir ceux qui le critiquaient comme "des journalistes payés", une autre formule regrettable destinée à placer même les journalistes professionnels sur la défensive. En vérité, Modi contrôlait complètement la situation. Il dictait les termes de sa relation avec les médias et savourait cette situation. La plupart des journalistes se contentaient sans problème du peu de temps qu'il leur accordait et se laissaient volontiers coopter. »[58]

[54] Ghosh 2016.

[55] The Organiser 2014.

[56] Marié par ses parents alors qu'il était encore mineur, Modi n'a jamais souhaité vivre avec son épouse qui n'a donc pas fondé de famille.

[57] En 2002, le Gujarat fut le théâtre de violences entre hindous et musulmans qui firent 2 000 victimes environ, alors que Modi gouvernait l'Etat (voir plus bas).

[58] Sardesai 2014 : 231.

La façon dont Arnab Goswami, la vedette de la chaîne Times Now, mit Modi en valeur et Rahul Gandhi en difficulté est fort révélatrice de cette différence de traitement. Alors qu'en janvier 2014 Goswami avait été agressif et méprisant lorsqu'il avait reçu Rahul Gandhi, cinq mois plus tard, le 8 mai 2014, il accepta de recevoir une leçon de journalisme de la part de Modi lors de la même émission : lorsqu'il posa la seule question un peu délicate, en rappelant au candidat qu'il avait fait suivre une femme sur laquelle il aurait eu des vues (une affaire connue sous le nom de « Snoopgate »), il lui fut répondu :

> « … votre travail n'est pas de me piéger comme ça. Ce n'est pas pour cela que j'ai accepté de vous accorder un entretien. Votre travail est de me poser des questions, et mon travail est d'y répondre. Et si votre intention est de me piéger ou de m'attaquer, dites-le moi s'il vous plait et je me préparerai en conséquence. Vous pouvez procéder ainsi si vous voulez. Vous pouvez appeler autant de gens à la rescousse que vous voulez pour cela. Je suis prêt à y faire face. Mais ce n'est pas la bonne manière de faire. »[59]

Les journalistes qui accordèrent trop de place aux rivaux de Modi (et en particulier à Arvind Kejriwal, l'étoile montante du Aam Aadmi Party – le Parti de l'homme ordinaire[60]) ou qui osèrent le critiquer pendant la campagne – même en privé – furent placardisés ou renvoyés ; ce fut le cas de Thiru Veerapandian, qui travaillait pour Sun TV[61]. Au-delà de la forme, la couverture médiatique de la campagne de Modi fut hors norme d'un point de vue quantitatif. Une étude de CMS Media Lab a montré qu'il avait fait l'objet de 33,21 % des émissions d'information diffusées à une heure de grande écoute du 1er mars au 30 avril 2014, (ce chiffre atteignant 40 % dans les jours précédant celui du vote), contre 10,31 % pour Arvind Kejriwal et 4,33 % pour Rahul Gandhi[62]. Une comparaison/compilation des journaux et bulletins d'information de première partie de soirée de quatre chaînes de télévision montre que Narendra Modi, sur quatre des journées précédant le scrutin, fut à l'écran pendant 315 minutes contre 154 pour Rahul Gandhi[63]. Ce biais est attribué par les observateurs au poids croissant des milieux d'affaires dans l'univers des médias étant donné la « convergence entre la domination des médias électroniques par les milieux d'affaires et les financiers de Mr Modi »[64]; d'autant que la plupart des deux cents chaînes émettant 24 heures sur 24 étant déficitaires, leurs rédactions

[59] Pour la transcription complète de l'entretien, voir Firstpost 2016.

[60] Rajdeep Sardesai rapporte que Mukesh Ambani se mit en colère contre les journalistes de IBN-CNN parce qu'ils accordaient une couverture trop généreuse à Kejriwal (Sardesai 2014 : 200).

[61] Raman 2014. Raman confie : « Soudain, les journaux et la télévision se sont gardés d'offenser Modi. Il n'est entré en relation avec les médias que de manière minimale et sélective. Mais son nom a été promu dans les entreprises médiatiques de manière à ce que la ligne éditoriale des journaux et télévisions lui fassent une plus grande place. Les reporters ont été priés de mettre une sourdine à leurs critiques ; des rédacteurs en chef ont perdu leur emploi ; des programmes d'heures de grande écoute ont été supprimés ; des éditorialistes ont remplacé le vitriol par un style des plus neutres pour évoquer Modi. L'effet « M » est tel que certains pensent que les propriétaires des organes de presse et les décideurs en général en tirent argument pour mieux contrôler les rédactions. Ils justifient leur politique en évoquant le tir de barrage agressif, et même obscène, sur les médias sociaux en réponse à toute couverture anti-Modi ».

[62] Voir Rukmini 2014a et b.

[63] Raman 2013 : 28. Voir aussi Raman 2014 : 35.

[64] Khare 2013.

dépendent encore plus fortement du bon vouloir des propriétaires – dont les médias ne sont qu'une des activités, et rarement la plus importante. Le soutien que les milieux d'affaires ont apporté à Modi s'explique à la fois par ses promesses de libéralisation économique et certaines des politiques économiques du Congrès en faveur des paysans, du point de vue de l'accès à la terre notamment (j'y reviendrai). L'augmentation des impôts auxquels Manmohan Singh et surtout Sonia Gandhi avaient souhaité les soumettre n'était pas non plus pour leur plaire[65].

Si le capitalisme de connivence a pris une nouvelle dimension en Inde à la faveur des réformes des années 1990-2000, il faut descendre au niveau des Etats pour en prendre toute la mesure. Je centrerai donc à présent mon attention sur l'Etat du Gujarat, afin d'analyser plus précisément les formes que prend la collusion entre monde des affaires et monde politique sur le terrain.

Le Gujarat de Narendra Modi (2001-2014) : un capitalisme de connivence aux implications multiples

Le Gujarat est l'un des Etats de l'Inde où l'esprit d'entreprise – qui y est exceptionnellement développé – a le mieux résisté, dans les années 1950 et suivantes, à l'étatisation partielle de l'économie avec, paradoxalement, l'appui des fonctionnaires et de responsables locaux. Des relations étroites se sont établies très tôt entre les autorités politiques et administratives et une communauté entrepreneuriale robuste [66], et le patronat a su tourner certaines contraintes du capitalisme à la Nehru avec l'aide des dirigeants de l'Etat[67]. Le gouvernement local a par exemple assoupli les quotas d'importation auxquels avaient droit les opérateurs privés. Il a aussi joué un rôle pionnier dans les années 1970 en créant la Cellule de promotion de l'investissement, qui constituait une forme de partenariat public/privé avant l'heure. Au total, la trajectoire économique du Gujarat résulte autant de la résilience de ses capitalistes que de la mentalité de dirigeants politiques et de fonctionnaires baignant dans un milieu sociétal orienté vers l'entreprise. L'Etat du Gujarat offrait avant même les réformes de 1991 un climat si propice aux affaires qu'Aseema Sinha a qualifié son modèle économique de « libéralisme bureaucratique ». Ses chefs de gouvernement, membres du Parti du congrès formés sous Indira Gandhi comme Madhavsinh Solanki, adhéraient à cet « isme » sans la moindre inhibition. Solanki avait ainsi annoncé dès le milieu des années 1980 qu'il transformerait son Etat en « mini Japon ». Le Gujarat occupait à l'époque le deuxième rang des Etats indiens pour le niveau d'industrialisation, son gouvernement ayant lancé, en coopération avec le secteur privé, maints projets dans l'énergie, l'électronique, les engrais et plusieurs autres industries[68].

[65] Sardesai 2014 : 202.

[66] Le milieu entrepreneurial comptait, outre les industriels, beaucoup de PME. Voir Rutten 1995, Dupont 1995 et Pathak 1982. Voir aussi Bondre 2013.

[67] Sinha 2005a.

[68] Wood 1995 : 158.

Dans les années 1990, le Gujarat a libéralisé son économie plus promptement que la plupart des autres Etats de l'Inde[69] – hâte qui était en partie la conséquence involontaire d'une grave crise budgétaire, car le déficit avait atteint 7,37 % du PIB en 1990-91. Une nouvelle politique portuaire fut ainsi élaborée au milieu de la décennie, dans le cadre de laquelle l'Etat cédait « au secteur privé le contrôle complet de deux ports »[70]. Le chef de gouvernement ayant présidé à ce tournant était un membre du Parti du congrès, Chimanbhai Patel. Keshubhai Patel, le premier chef de gouvernement du Gujarat issu des rangs du BJP, allait poursuivre dans la même ligne après son élection à la tête de l'Etat en 1995.

Atul Kohli a montré que bien des années avant l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi, l'économie du Gujarat était déjà « puissamment activée par des interventions délibérées de l'Etat assez proches des pratiques des Etats développeurs d'Asie orientale »[71] et que « la croissance rapide du Gujarat était poussée par une collaboration étroite entre les élites politiques et économiques de la région »[72]. De fait, le Gujarat est resté un modèle plutôt « propice aux affaires » (*business-friendly*)[73] que proprement « libéral » (*market-friendly*)[74] même après la libéralisation de l'économie indienne des années 1990. Dans le second modèle l'Etat limite autant que possible ses interventions, tandis que dans le premier, les dirigeants politiques (et « leurs » fonctionnaires) interviennent au bénéfice des entreprises amies, ce qui explique que l'expression « capitalisme de connivence » ait été si souvent appliquée au Gujarat.

La politique économique suivie par Modi lorsqu'il était chef de gouvernement du Gujarat, poste qu'il a occupé plus longtemps que tous ses prédécesseurs (de 2001 à 2014), a donné une ampleur nouvelle à ce type de collusion. Le « modèle gujarati » dont il a assuré la promotion à grand renfort de publicité a surtout profité aux grandes sociétés. Or la relation privilégiée qui s'est développée entre le gouvernement (et plus précisément son chef) et ces firmes a eu des conséquences non seulement pour l'économie (comme on le déduit des difficultés rencontrées par les PME et les finances publiques) mais aussi pour la société (les grandes entreprises employant moins de travailleurs que les petites et moyennes) et pour le système politique (la corruption à grande échelle étant un corollaire d'un tel modèle).

---

[69] En 1991, le Gujarat était nettement en position de bénéficier pleinement de la politique de libéralisation. Son économie était beaucoup plus dynamique que celle de la plupart des autres Etats de l'Inde. Et de fait il dépassa d'un ou deux points de croissance, durant la décennie 1990, les autres Etats dynamiques tels que Maharashtra, Andhra Pradesh et Tamil Nadu.

[70] Sinha 2010a : 142.

[71] Kohli 2012 : 192.

[72] Kohli 2012 : 179.

[73] Dans une interview de 2003, Sanjay Gupta, PDG du groupe Adani, emploie les mêmes mots : par sa politique accueillante à l'industrie, exempte de tracasseries, avec un guichet unique pour toutes les demandes d'autorisations, le gouvernement garantit un afflux continu d'investissements au Gujarat. Voir The Pionner 2003.

[74] C'est Nikita Sud elle-même qui le dit (Sud 2012 : 63). Le type de liens entretenus par le gouvernement du Gujarat avec la grande entreprise est illustré par le contrôle qu'il a conservé sur les fusions et acquisitions. Ainsi, quand British Gas a mis en vente une de ses filiales, Gujarat Gas, non seulement Adani Gas et Torrent Power, deux compagnies privées intéressées à l'achat, ont reçu l'avis de ne pas s'en mêler, mais en fin de compte c'est l'entreprise publique GSPC qui a repris elle-même Gujarat Gas pour 26,940 milliards de roupies, un prix très avantageux par rapport à sa valeur de marché de 40 milliards (Nag 2013 : 16).

Big is beautiful

• La fabrique d'une nouvelle politique publique

L'Etat du Gujarat mène traditionnellement des politiques publiques clairement explicitées qui reflétent fidèlement les programmes de ses chefs de gouvernement. C'est pourquoi il est facile de constater qu'avant l'arrivée au pouvoir du BJP, les penchants libéraux des dirigeants congressistes cités plus haut avaient toujours été contrebalancés par des politiques sociales telles que, dans les années 1980, la discrimination positive fondée sur des quotas réservés aux basses castes. De même, la « nouvelle politique de l'emploi » définie en 1990 visait à garantir l'emploi dans les localités les plus défavorisées et disposait que, « dans les nouvelles entreprises industrielles, 80 % des postes des industries nouvelles et 50 % des postes de gestion et de maîtrise devaient aller aux populations locales »[75]. Les politiques industrielles de 1995 et 2000 étaient de la même veine. Archana et Ravindra Dholakia relèvent :

> « [Les programmes définis en 1990, 1995 et 2000] misaient principalement sur les bonifications d'intérêts et autres mesures incitatives en faveur des secteurs manufacturiers de petites et très petites entreprises. Les bénéficiaires de ces dispositifs étaient les activités industrielles à forte intensité de main-d'œuvre, orientées vers l'exportation, utilisant des technologies modernes, prêtes à s'implanter dans les régions défavorisées et créées par des groupes tels que les castes et les tribus répertoriées [c'est-à-dire les intouchables et les aborigènes] et les autres basses castes »[76].

Les choses changèrent en 2003, deux ans après la prise de pouvoir par Narendra Modi. Premièrement, dans la charte devant guider la nouvelle politique industrielle « étaient préconisées des réformes du droit du travail aussi amples que le permettaient les compétences de l'Etat. Les inspections menées par le ministère du Travail furent beaucoup moins nombreuses », par exemple. Deuxièmement, « un grand nombre d'entreprises furent exemptées du certificat de non-objection délivré par l'Autorité de contrôle de la pollution ». Et troisièmement, le gouvernement promut « l'acquisition relativement aisée et rapide de terrains en faisant jouer la clause dite "d'urgence", la simplification des procédures administratives pour libérer des surfaces agricoles à des fins industrielles, une stratégie libérale de fixation des prix dans le cas de terrains publics inutilisés et une politique efficace d'acquisition foncière ; tout cela fit que la politique de 2003 attira de nombreux entrepreneurs dans cet Etat »[77].

En 2004 fut votée par l'Assemblée du Gujarat la loi sur les zones économiques spéciales (ZES) – amendée en 2007 – afin de faciliter davantage l'acquisition de terrains et d'assouplir encore le droit du travail (voir plus loin). Enfin, cinq ans plus tard, le gouvernement définit une nouvelle politique industrielle voyant les choses en grand – ou en plus grand. La loi sur les régions d'investissement spécial, adoptée en janvier 2009, introduisit « un cadre juridique

[75] Hirway et *al*. 2014 : 146.

[76] Dholakia et Dholakia 2015 : 251.

[77] *Id*. : 252.

permettant de développer des régions au moyen de méga-investissements et des mégazones industrielles »[78]. Il s'agissait de créer « des noyaux [*hubs*] d'activité économique de niveau mondial soutenus par des infrastructures de classe internationale, des aménagements publics de haute qualité, des centres d'excellence, le tout dans le cadre d'une politique proactive »[79]. Les régions d'investissement spécial étaient censées se développer le long du « corridor industriel » Delhi-Mumbai, un projet national lancé en 2007. Chacune devait avoir à sa tête une autorité du développement régional – nommée par le gouvernement du Gujarat – dont la mission était de contrôler toutes les initiatives économiques, y compris les travaux de construction, dans « sa » zone.

La politique industrielle de 2009 se donnait explicitement pour but de « faire du Gujarat la destination d'investissements la plus attractive non seulement de l'Inde mais du monde »[80]. Elle cherchait surtout à en promouvoir deux types : non seulement les « unités prestigieuses » – qui reposaient sur un investissement d'au moins 3 milliards de roupies – mais aussi et surtout les mégaprojets – d'au moins 10 milliards de roupies d'investissements et 2 000 emplois directs, ce qui représentait un ratio de 500 000 roupies par emploi[81]. La priorité donnée aux très grosses opérations était réaffirmée plusieurs fois dans le document, où l'on peut lire par exemple :

> « Pour assurer la transformation [du Gujarat] en une destination d'investissements de classe mondiale, il est jugé nécessaire de procéder à un développement impliquant l'établissement de plusieurs mégaprojets. »[82]

La mise à disposition de terrains viabilisés aux industriels était considérée comme un élément crucial pour attirer les grandes entreprises :

> « Etant donné que l'accès à des terrains dotés des infrastructures requises [par les investisseurs] est la clé d'un fonctionnement compétitif, l'offre doit aussi comporter la mise à disposition des terrains adéquats. »[83]

Dans cette perspective, l'établissement public Gujarat Industrial Development Corporation (GIDC) a commencé à concéder des terrains aux unités industrielles sur la base de baux de 99 ans et a multiplié les créations de zones économiques spéciales (voir plus loin). Il avait acquis 4 620 hectares entre 1990 et 2001, et porta ce chiffre à 21 308 hectares au cours de la décennie suivante[84]. Hirway et ses co-auteurs concluent :

---

[78] Government of Gujarat 2009a : 20.

[79] *Ibid.*

[80] Government of Gujarat 2009b : 3.

[81] Hirway et *al.* 2014 : 147.

[82] Government of Gujarat 2009b : 13.

[83] *Ibid.*

[84] Hirway et *al.* 2014 : 161-163.

> « [Si] les nouvelles unités industrielles bénéficiaient jusque dans les années 1990 d'avantages ou de subventions quand elles étaient petites et/ou situées dans des zones défavorisées, [dans les années 2000], ces dispositifs se sont étendus à des unités plus grandes. […] Les conditionnalités liées à l'emploi ont aussi été sensiblement assouplies. Au début de la décennie 1990, pour bénéficier de l'aide de l'Etat, une unité de production devait obligatoirement compter au moins cent salariés permanents et employer du personnel local à hauteur d'au moins 80 % globalement et 50 % dans les catégories gestion et maîtrise. La condition des cent salariés permanents est passée à cent salariés réguliers, puis à cent salariés tout court. »[85]

Pour attirer les gros investisseurs, le gouvernement du Gujarat a également fait d'importantes concessions sous forme de baisses d'impôts ou autres subventions de nature fiscale.

> « [Le montant annuel de ces faveurs (sous forme de réduction ou de report de paiement des taxes à la vente),] qui avait été en moyenne de 12 535,6 millions de roupies par an dans les années 1990-1991 à 1999-2000, a presque quintuplé sur la période 2000-2001 à 2006-2007, pour atteindre 59 667,2 millions par an. Cette seconde période a également vu grimper en flèche les subventions fiscales par unité de production, passées de 33,7 millions de roupies en 2000-2001 à 830 millions en 2004-2005 et à 1,01 milliard en 2006-2007. Ce bond est sans doute attribuable à la part croissante d'"unités prestigieuses" dans le total.[…] Le Trésor public renonçait ainsi à 40 % de sa principale source de revenu »[86].

L'autre mesure phare destinée à attirer les investisseurs fut la multiplication des zones économiques spéciales. Debroy souligne :

> « L'attractivité des ZES du Gujarat était due pour une bonne part aux dispositions de sa loi sur les ZES concernant le marché du travail : le licenciement est plus facile, le début et la fin du contrat de travail sont moins strictement encadrés, et le contrat à durée déterminée rendu possible. »[87]

Les ZES sont aussi des régions où les industriels sont invités à créer des unités de production (généralement tournées vers l'exportation) en échange d'avantages (fiscaux notamment) et de subventions de toutes sortes[88]. En juin 2010, selon Archana et Ravindra Dholakia[89], le gouvernement de l'Inde avait déjà « approuvé soixante ZES dans le Gujarat, couvrant une superficie de 31 967 hectares ». A cette date, le gouvernement avait « alloué plus de 8 000 hectares de terrain aux vingt-sept ZES ayant reçu leur notification »[90].

[85] Hirway et *al.* 2014 : 149.

[86] Hirway et *al.* 2014 : 156.

[87] Debroy 2012 : 71.

[88] Debroy et Bhandari n.d. : 11.

[89] Dholakia et Dholakia 2015 : 255.

[90] Asher 2014 : 140.

• **Séduire les gros investisseurs**

Les investisseurs indiens appréciaient non seulement toutes ces mesures publiques, mais aussi les façons de faire de Modi : la rapidité des décisions, les raccourcis de procédure, les avantages consentis. Le transfert au Gujarat de l'usine Tata fabriquant la Nano (voiture à bas coût) constitue à cet égard un cas d'école. En août 2008, Ratan Tata renonça à construire sa voiture bon marché à Singur, dans le Bengale-Occidental, quand les manifestations paysannes reçurent le soutien de Mamta Banerjee, la chef du parti Trinamool Congress qui était devenue l'opposante principale au gouvernement régional. Modi lui aurait alors envoyé un SMS où ne figurait qu'un mot : « Suswagatan » (bienvenue). Ratan Tata a raconté plus tard dans une interview que sa société avait été contactée par sept gouvernements d'Etat mais que Modi avait fourni le terrain plus vite que les autres : « La rapidité, et le fait que le Gujarat pouvait transférer le terrain à Tata Motors sans la moindre tracasserie, c'est cela peut-être qui a été l'élément déterminant de notre décision en [sa] faveur »[91]?

Tata ajoutait :

> « Narendra Modi est une personne avec qui il est extrêmement facile de traiter, très informel, accommodant et agréable, et capable aussi. Il est très difficile de ne pas se sentir à l'aise avec lui. Il ne fait aucun doute qu'il s'est personnellement intéressé au projet et a veillé à ce que tout se déroule sans accroc. »

La négociation de l'usine Nano a été ficelée en quinze jours, Tata Motors optant pour le site de Sanand que Modi avait lui-même présélectionné (parmi quelques autres) pour la nouvelle unité de production. Pour conquérir Ratan Tata, le chef de gouvernement du Gujarat n'a pas seulement fait preuve de rapidité, il a aussi accordé toute une série de faveurs. Certaines d'entre elles ont été rendues publiques par ses services en janvier 2009, comme l'assurance que la règle (de l'époque) sur le recrutement de 85 % de personnel local ne s'appliquerait pas. D'autres concessions ont été progressivement révélées par la suite. Ainsi :

> « Pour les 440 hectares de terrain qui leur auraient été vendus au prix de 900 roupies le m^2 – contre un prix de marché, à l'époque, d'environ 10 000 roupies – les Tata ont bénéficié de facilités de paiement en plusieurs échéances. »[92]

Par ailleurs, la société a été exemptée « de 200 millions de roupies de droits de timbre dus sur la cession du terrain [et a bénéficié] d'un report à vingt ans du paiement de certaines taxes »[93].

Enfin, le Gujarat a consenti à Tata un prêt de 95,7 milliards de roupies représentant 330 % de l'investissement – qui n'était que de 29 milliards[94].

---

[91] DNA 2012a.

[92] Mishra 2011.

[93] Nag 2013 : 119.

[94] Behavioural Science Centre 2012 : 65. L'appendice 7 de ce document (*Ibid.* : 100-101) donne une version en gujarati de l'accord. A la suite de cette fuite, Modi ordonna une enquête (The Hindu 2008). En décembre 2011, Ratan Tata, préparant son départ à la retraite, vint à Gandhinagar lui présenter son successeur Cyrus P. Mistry

Cette opération a été la plus grandiose mais il y en a eu d'autres, réalisées dans des conditions analogues. Ainsi, Larsen et Toubro « ont reçu 800 000 m² de terrain de premier ordre dans la zone industrielle de Hazira (Surat), sans mise en concurrence, pour environ une roupie le m² […], ce qui représente un manque à gagner de plusieurs milliards pour le Trésor »[95]. Dans la même veine, le groupe Essar s'est vu attribuer, « pour une usine sidérurgique, 208 000 m² de terrains litigieux pris sur la zone côtière réglementée (ZCR) et sur des zones forestières inaliénables selon les directives de la Cour suprême. […] L'occupant n'a pas d'autorisation mais l'administration ne fait rien »[96]. De même, une vaste étude a établi en 2012 que Reliance Industries avait obtenu des terrains pour des prix à l'hectare situés entre 21 et 390 roupies, soit au-dessous du prix du marché[97].

Le Contrôleur et auditeur général de l'Inde (CAG), l'équivalent indien de la Cour des comptes, a découvert ces irrégularités des années plus tard[98]. Dans un rapport très détaillé, il a accusé le gouvernement du Gujarat de grever lourdement les finances publiques en accordant des faveurs « indues » à de grandes sociétés, notamment Reliance Industries, Essar, le groupe Adani, Larsen et Toubro, Ford, etc[99]. L'attribution de terrains était le poste principal de ces pertes, mais pas le seul :

> « Sur les cinq dernières années, les rapports d'audit ont mis en évidence des cas d'absence ou d'insuffisance de recouvrement de taxes, d'absence ou de réalisation incomplète des engagements, de sous-estimation de bénéfices ou de faux déficits, d'exemptions injustifiées, de dissimulation de chiffres d'affaires, d'application de taux incorrects d'impôt sur le revenu, de comptabilité incorrecte, etc., le tout représentant 52 874,8 millions de roupies. »[100]

Cette accusation venait après plus de cinq mille requêtes et quinze mille cent observations formulées par le CAG à l'endroit des entreprises concernées et de l'Etat[101]. Aucune de ces interventions n'a été suivie d'effet, et les entreprises domiciliées au Gujarat citées plus haut ont continué à prospérer. La capitalisation boursière du groupe Adani aurait augmenté de 8 615 % entre 2002 et 2012, celle d'Essar de 4 507 % et celle de Reliance Industries de 1 357 %[102].

On a pu mesurer à quel point les industriels appréciaient le gouvernement Modi à l'occasion des éditions successives de « Vibrant Gujarat ». Cet événement biennal a été imaginé en 2003 par Modi en liaison avec les chambres de commerce et d'industrie pour attirer les investisseurs

(Indian Express 2011).

[95] Mishra 2011.

[96] Mehta 2015.

[97] DNA 2012b ; Behavioural Science Centre 2012 : 47.

[98] Comptroller and Auditor General of India 2013b.

[99] The Hindu 2013.

[100] Times of India 2013.

[101] Les requêtes du CAG portant sur des soupçons d'irrégularités et n'ayant pas reçu de réponse représentent, tous ministères confondus, 90 milliards de roupies (Dave 2012).

[102] Centre for Education and Documentation 2013 : 2.

indiens, même résidant à l'étranger, et de faire largement connaître les avantages économiques du Gujarat. Contrairement à ce qu'avaient fait les gouvernements précédents, il ne s'agissait pas de mettre des offres en concurrence, mais de susciter des projets industriels. Des centaines de sociétés attirées par cet événement ont promis dès la première édition des investissements se montant au total à 660 milliards de roupies[103]. Lors de la session de janvier 2005, les protocoles d'accord se sont élevés à 1 061,6 milliards de roupies d'investissements, dont 60 % auraient été effectivement réalisés. Deux ans plus tard, les promesses atteignaient 4 653,09 milliards de roupies ; 12 395,62 milliards en 2009, et 20 830,47 milliards en 2011[104]. Le taux de réalisation des investissements promis a baissé régulièrement au fil du temps mais, au milieu des années 2000, l'investissement au Gujarat avait significativement augmenté et Modi était devenu l'un des chefs de gouvernement préférés des capitalistes indiens, qui mettaient un point d'honneur à assister aux réunions de son Vibrant Gujarat et à le couvrir de louanges. Les hommes d'affaires gujaratis étaient généralement les premiers à apparaître à la tribune ; parmi les plus éminents figuraient Mukesh et Anil Ambani, Shashi Ruia (groupe Essar) et Gautam Adani, sans doute le plus proche de Modi, comme nous le verrons plus loin. Mukesh Ambani déclarait en 2007 :

> « Narendrabhai est un leader qui voit loin, […] qui sait clairement ce qu'il veut et y œuvre résolument, […] doté d'une éthique solide et éclairé par une pensée moderne, de dynamisme et de passion. »[105]

En 2013, Anil Ambani, qui voyait déjà en Modi le prochain Premier ministre de l'Inde, saisit l'occasion d'une édition du Vibrant Gujarat pour le comparer à Mahatma Gandhi, à Sardar Patel, à son propre père Dhirubhai Ambani et à Arjun, le héros du Mahabharata, pour le décrire finalement comme le « roi des rois »[106].

Si Modi n'a pas attiré beaucoup d'investisseurs étrangers (4,5 % seulement des investissements directs étrangers entrés en Inde ont atterri dans son Etat entre 2000 et 2012, contre 32,8 % au Maharashtra, 19 % à Delhi, 5,6 % au Karnataka, 5,2 % au Tamil Nadu et 4 % en Andhra Pradesh)[107], il s'est forgé une grande popularité auprès des hommes d'affaires indiens.

Ainsi par exemple, Reliance a développé à Jamnagar la plus grande raffinerie de pétrole du monde, dont la capacité est passée de 27 millions de tonnes par an à 60 millions en 2008, après la construction d'une seconde usine dans une ZES de 3 000 hectares, comprenant aussi un grand complexe portuaire[108]. En 2008 Essar a ouvert une autre raffinerie, également à

[103] Times of India 2008.

[104] Nag 2013 : 113, 116, 121.

[105] Indian Express 2007.

[106] Das 2013. La veille, Mukes Ambani avait salué en Narendra Modi un leader doté d'une grande vision (Indian Express 2013). Pour plus de détails, voir Economic Times 2013.

[107] Mukherjee (2011) et « Statement on RBI's regional offices/ year-wise (with state covered) received FDI inflows from January 2000 to September 2012 », (**http://dipp.nic.in/English/Publications/SIA_Newsletter/2012/dec2012/index.htm** (consulté le 10 décembre 2013).

[108] Voir « Expansion makes Jamnagar the world's largest oil-refining hub » (**http://www.bechtel.com/projects/jamnagar-oil-refinery/**), et Economic Times 2017.

Jamnagar, d'une capacité annuelle de 20 millions de tonnes[109] et a créé, entre 2005 et 2008, grâce à une mise de fonds de 300 milliards de roupies, une grande usine sidérurgique à Hazira près de Surat, dans le sud de l'Etat[110].

De tels investissements ont dopé le taux de croissance du Gujarat. Ce dernier, qui était déjà en tête des Etats de l'Inde sur ce point dans les années 1990, l'est resté dans les années suivantes et n'est passé que d'un point derrière le Bihar entre 2006-07 et 2012-13, année où il a glissé au troisième rang, à une encolure du Maharashtra.

Si l'on ventile cette performance par secteurs, on constate sans surprise que le plus dynamique est l'industrie, où se concentrent la plupart des investissements : avec un taux de croissance annuel moyen de 10,64 % sur la période 2005-06 à 2011-12, l'industrie du Gujarat était au quatrième rang des Etats de l'Inde, la moyenne nationale se situant à 7,5 %. L'Etat représente aujourd'hui 20 % de la production industrielle de l'Inde, 24 % de la production textile, 35 % de la production pharmaceutique, 51 % de la pétrochimie et 22 % des exportations.

Les implications du modèle gujarati en termes sociaux, fiscaux, environnementaux et de corruption

• Quels emplois ?

En privilégiant les mégaprojets, le modèle gujarati misait sur les grandes entreprises, qui ont certes dopé le taux de croissance mais n'ont pas créé beaucoup d'emplois, non seulement parce que, comme nous l'avons vu, on a assoupli en leur faveur les règlements concernant la création de postes, mais aussi parce que ce type d'entreprises se caractérise par une forte intensité capitalistique. Les industries pétrochimique et chimique l'illustrent bien. Elles représentent respectivement 34 % et 15 % de la production industrielle de l'Etat[111], mais n'occupent proportionnellement que très peu de main-d'œuvre[112]. Les activités manufacturières offrent en proportion plus d'emplois, mais l'automatisation gagne rapidement du terrain dans les grandes usines. Par exemple l'usine Nano n'a jamais eu plus de 2 200 salariés, et cela pour un investissement de 29 milliards de roupies, soit un ratio de plus de 13 millions de roupies par emploi direct créé (la création d'emplois indirects doit aussi être prise en compte, mais elle est plus difficile à mesurer – surtout depuis que la Nano s'est révélée être un échec industriel). Entre 2009-2010 et 2012-2013, le Gujarat a été l'Etat où l'investissement industriel était le plus massif (avant le Maharashtra et le Tamil Nadu), mais cela ne s'est pas traduit par des créations d'emplois aussi nombreuses que dans ces deux autres Etats, où les entreprises sont généralement plus petites et plus consommatrices de main-d'œuvre. La comparaison avec le Tamil Nadu

[109] **https://www.essaroil.co.in/about-us/operations/refining.aspx**

[110] « Hazira : Steel complex », **http://www.essarsteel.com/section_level2.aspx?cont_id=FENytf1sB94=&path=Operations_%3E_India_%3E_Hazira:_Steel_complex**

[111] Parekh 2014 : 198.

[112] La raffinerie de Reliance à Jamnagar n'emploie ainsi que 2 500 salariés.

est ici éclairante : en 2013, l'industrie gujaratie représentait 17,7 % du capital fixe en Inde et seulement 9,8 % des emplois industriels, tandis que celle du Tamil Nadu représentait 9,8 % du capital fixe mais 16 % des emplois industriels[113].

Au Gujarat, le capital fixe a été multiplié par 3,6 en dix ans, passant de 666 millions de roupies en 1999-2000 à 2,396 milliards en 2009-2010, mais la croissance annuelle de l'emploi s'est sensiblement ralentie, passant de 2,4 % à 0,1 % entre les périodes 1999-2000 à 2004-2005 et 2004-2005 à 2009-2010. Et le taux de croissance de l'emploi urbain n'a guère bougé, passant de 4 à 4,9 %. Cela est dû en partie à la crise des PME, dont l'intensité du travail est quatre fois plus élevée en moyenne que celle des grandes entreprises. Une étude de l'Institute of Small Enterprises And Development financée par l'établissement public GIDC a montré qu'en 2013 les actifs non performants (*non performing assets*) des PME du Gujarat avaient augmenté de 43,9 %. A côté du ralentissement économique (y compris en termes d'exportations), l'étude attribuait ce phénomène principalement à la hausse des prix du gaz et de l'électricité (parfois décidée pour complaire aux grandes entreprises des *crony capitalists* amis du pouvoir, j'y reviendrai) et au peu de soutien financier dont les PME avaient bénéficié du fait du désintérêt des banques locales. La part du crédit accordé aux PME (y compris les micro-entreprises) dans l'ensemble des crédits accordés par les grandes banques n'a cessé de baisser, passant de 12,98 % en 1997-1998 à 6,34 % en 2006-2007. Elle est ensuite remontée à 10 % en 2009-2010, tout en restant inférieure aux besoins[114]. Ces tensions financières s'expliquent en partie par la crise des banques coopératives de district. C'est la faillite de la Madhavpura Mercantile qui a eu les plus lourdes répercussions sur le secteur. Quatre établissements ont dû être liquidés, l'Etat ne leur ayant apporté aucune aide, au contraire : pour le gouvernement, *small was not beautiful* et, en outre, les banques coopératives étaient des bastions du Congrès, le rival du BJP.

Cette situation financière a précipité la crise de nombreuses micro-, petites et moyennes entreprises. Selon le ministre indien des PME, le nombre d'unités en grande difficulté au Gujarat a bondi de 4 321 en 2010-2011 à 20 615 en 2012-2013 et 49 382 en 2014-2015, chiffre qui n'est dépassé qu'en Uttar Pradesh ; 60 000 ont fermé entre 2004 et 2014[115]. Il est manifeste que la capacité de recrutement du secteur n'était plus celle de naguère.

Non seulement le taux de croissance des emplois n'a pas suivi une courbe parallèle à celle du PIB – ce que le gouvernement du Gujarat a admis en 2009[116] et plus explicitement encore en 2016[117] – mais la qualité des emplois ne s'est pas améliorée, comme le montre le

[113] ISED Small Enterprise Observatory 2013 : 39.

[114] ISED Small Enterprise Observatory 2013 : 80.

[115] Singh 2015.

[116] On pouvait lire dans le document présentant la politique industrielle du Gujarat pour 2009 : « Bien que cet Etat ait connu des niveaux très élevés d'activité industrielle, les activités génératrices d'emplois n'ont pas crû au même rythme » (Government of Gujarat 2009b : 10). Pourtant le remède proposé – les mégaprojets – consistait précisément à poursuivre dans la même voie.

[117] Le gouvernement a alors reconnu officiellement que le Gujarat comptait « 612 000 personnes éduquées sans emploi » (Nair 2017). Selon le Conseil indien de l'enseignement technique, les ingénieurs étaient fortement représentés dans ce groupe (Dave 2017).

processus d'informalisation à l'œuvre sur le marché du travail[118]. L'emploi formel a pratiquement stagné (+ 0,3 %) entre 1999-2000 et 2009-2010, tandis que l'emploi informel a augmenté de 4 %. Selon le National Sample Survey (NSS), le service national des statistiques indien, le secteur informel représentait en 2009-2010 84,1 % de la main-d'œuvre au Gujarat contre seulement 74,9 % au Maharashtra. Le secteur informel urbain représentait 74,1 % de l'emploi masculin au Gujarat en 2004-2005 et 80,6 % en 2009-10, tandis que l'évolution était inverse au Maharashtra (passant de 72,3 % à 61,3 %), au Tamil Nadu (de 76,7 % à 74,7 %) et dans l'ensemble de l'Inde (de 73,9 % à 68,5 %)[119]. Dans l'usine Nano, sur 2 200 salariés, 430 étaient des « travailleurs permanents ». Ils gagnaient 12 500 roupies par mois en 2016, tandis que les travailleurs informels en touchaient environ 3 300[120]. De fait, l'informalisation va de pair avec la stagnation des salaires. L'une des raisons pour lesquelles les industriels investissent au Gujarat est précisément le faible coût du travail. Selon le rapport 2011 du NSS, le Gujarat présentait l'un des niveaux les plus bas de salaire journalier des travailleurs occasionnels en zone urbaine. Il se situait, pour ce critère, très en dessous de la moyenne nationale et tout près de l'Uttar Pradesh, un Etat pauvre s'il en est (voir le tableau 2).

Tableau 2
Salaire journalier moyen
des travailleurs occasionnels en zone urbaine
dans quelques Etats de l'Inde en 2011 (hors travaux publics)

Etats	Salaire journalier (roupies)
Kerala	309,90
Jammu et Cachemire	210,47
Tamil Nadu	208,34
Haryana	204,46
Punjab	187,95
Andhra Pradesh	178,34
Karnataka	174,05
Rajasthan	173,67
Uttarakhand	170,41
Inde entière	**170,10**
Himachal Pradesh	167,23
Bihar	157,33
Assam	155,38
Maharashtra	154,62
Gujarat	144,52
Uttar Pradesh	143,20
Chhattisgarh	106,16

Source : National Sample Survey, 2011 : 102

[118] Pour plus de détails et une analyse de l'impact du problème de l'emploi sur le mouvement des Patel, voir Jaffrelot 2016.

[119] Mahadevia 2014 : 347.

[120] Chap 2016 ; Johari 2015.

Cette situation ne va pas sans quelques tensions : en 2014, c'est dans le Gujarat que le nombre de grèves a été le plus élevé : vingt-six (contre dix-neuf au Tamil Nadu)[121]. L'une des grèves récentes les plus longues a frappé l'usine Nano : en février 2016, 422 des 430 ouvriers permanents se sont mis en grève. Ils protestaient contre la suspension pour « indiscipline » de vingt-huit collègues dont ils exigeaient la réintégration, mais posaient en outre d'autres revendications, dont la création d'un syndicat et des augmentations de salaires. Un compromis a été trouvé au bout d'un mois : la plupart des ouvriers suspendus ont été repris, le syndicat a été reconnu et des négociations salariales se sont ouvertes.

- **Le manque à gagner pour le Trésor et son impact sur la dépense publique**

En partie du fait de sa politique *business-friendly*, la situation financière du Gujarat ne s'est pas améliorée autant que son taux de croissance aurait pu le permettre. Trois raisons à cela. Premièrement, pour attirer de grandes entreprises, le gouvernement Modi leur a offert maintes facilités sous forme d'exemptions fiscales, comme on l'a vu. Deuxièmement, nombre de sociétés n'ont pas payé leurs impôts, sans être inquiétées pour autant. Elles devaient 120 milliards de roupies à l'Etat en 2011. Essar à lui seul devait 80 milliards de taxes sur les ventes en 2012[122]. Troisièmement, selon un rapport du CAG de mars 2012, l'entreprise publique Gujarat State Petroleum Corporation (GSPC) a fait perdre 50 milliards au Trésor en achetant du gaz naturel sur le marché et en le revendant au-dessous du prix au groupe Adani, offrant ainsi à Adani Energy un « bénéfice indu » de 705,4 millions de roupies[123] (j'y reviendrai).

A propos des exemptions de droits de timbre et de la non-perception de droits de douane à l'importation, Asher relève qu'entre 2006 et 2014 :

> « [Le Trésor a perdu] des dizaines de milliards de roupies. Par exemple, la zone économique spéciale du groupe Reliance à Jamnagar a bénéficié de plus de 50 milliards d'exemptions ; celle du groupe Adani à Mundra, de 18 milliards ; celle de Kandla, de 8 milliards ; et celle de Dahej, de 1,3 milliards. »[124]

C'est l'une des raisons de l'alourdissement des engagements budgétaires du Gujarat, passés de 453,01 milliards en 2001-2002 à 964,52 milliards en 2007-2008 et à 1 389,78 milliards en 2011-2012. Cette année-là, sa dette intérieure représentait 76 % desdits engagements, le plaçant au troisième rang de l'Inde pour le niveau d'endettement, derrière l'Uttar Pradesh (1 584 milliards) et le Bengale-Occidental (1 921 milliards)[125].

[121] DNA 2015.

[122] Khanna 2012.

[123] Comptroller and Auditor General of India 2012 : 74, 101.

[124] Asher 2014 : 140.

[125] En 2009, la dette du Gujarat n'était que de 1 036,74 milliards de roupies, contre 1 881,97 pour l'Uttar Pradesh, 1 767,30 pour le Maharashtra, 1 465,63 pour le Bengale-Occidental et 1 269,96 pour l'Andhra Pradesh (Shah 2009).

L'insuffisance des recettes publiques est l'un des facteurs explicatifs du bas niveau de la dépense sociale[126]. L'Etat a cessé dès le milieu des années 1980 de beaucoup dépenser en ce domaine, à cause notamment du ralentissement de sa croissance dans les années 1990. Mais alors même que, dans les années Modi, son taux de croissance devenait l'un des meilleurs de l'Inde, certains postes de dépense sociale sont restés parmi les plus faibles. En 2010-11, le Gujarat n'a affecté à l'éducation que 15,9 % de son budget et s'est ainsi trouvé dépassé par de nombreux Etats (certains beaucoup plus pauvres) dont le Bihar, le Chhattisgarh, l'Haryana, le Kérala, le Maharashtra, l'Orissa, le Rajasthan, l'Uttar Pradesh et le Bengale-Occidental, où les dépenses liées à l'éducation représentaient entre 16 et 20,8 % du budget, la moyenne nationale étant de 16,6 %[127]. Sur la période courant de 2001-02 à 2012-13, le budget que le Gujarat a consacré à l'éducation n'a été que de 13,22 %, contre une moyenne nationale de 15,02 %[128]. Quatre Etats seulement, sur les vingt et un les plus grands, ont dépensé moins que lui en pourcentage de leur budget. Remarquons par exemple que 53,8 % seulement des écoles primaires du Gujarat avaient des toilettes, contre 56,77 % en moyenne nationale.

Il fait un peu mieux dans le domaine de la santé. Alors qu'il figurait en 2000-2001 au dernier rang des dix-sept grands Etats de l'Inde, avec 2,8 % de son budget affecté à ces dépenses, il s'était hissé au septième rang en 2010-2011 avec 4,2 %[129]. Mais « le ratio de médecins du secteur public y était de 1 pour 19 000 habitants, contre 1 pour 9 000 au Tamil Nadu »[130].

- **La « grande corruption »**

Selon l'hebdomadaire *Business India*, le Gujarat était réputé pour ses pratiques corrompues dès 1994 :

> « [S]i les investissements affluent au Gujarat, c'est en partie dû à un régime corrompu mais bien organisé. Les industriels savent qu'au Gujarat tout a un prix. Pas de souci pour les terrains, pour les concessions concernant l'eau et l'électricité, sans parler des autorisations en matière environnementale, du moment qu'on a les bons contacts politiques. De même, les dossiers avancent vite et les longues duplications de démarches sont tout simplement absentes si l'on sait quelles pattes graisser. »[131]

[126] Archana et Ravindra Dholakia, qui attribuent cette politique à la « philosophie » économique du gouvernement Modi, remarquent qu'elle a « mené à une baisse rapide de la dépense publique globale du Gujarat, de 17 % du PIB à environ 3 %, l'un des taux les plus bas du pays » (Dholakia et Dholakia 2015 : 284).

[127] Reserve Bank of India 2013.

[128] *Ibid.* Malgré cela, le taux d'alphabétisation a sensiblement augmenté entre 2001 et 2011. Ce succès peut s'expliquer par une efficacité accrue du système éducatif, indépendamment des moyens mis à sa disposition ; mais peut-être aussi par l'augmentation du nombre de familles envoyant leurs enfants dans les écoles privées, qui scolarisent au Gujarat plus de 18 % des élèves de l'enseignement primaire (National University of Educational Planning and Administration 2013 : 2). C'est surtout vrai dans les zones urbaines. En zone rurale, la proportion d'enfants de 6 à 14 ans fréquentant les écoles privées n'est que de 11,8 % (ASER 2013 : 55).

[129] Reserve Bank of India 2013.

[130] Mavalankar et Satia 2010 : 6.

[131] Cité par Sinha 2005a : 228.

Aujourd'hui nous dit Jennifer Bussell, le Gujarat est particulièrement connu pour sa « grande corruption »[132], celle qui est liée aux grosses transactions qu'impliquent les mégaprojets. En 2005, le Gujarat ne le cédait qu'à Delhi pour ce type de corruption et, pour la « petite corruption », qu'à l'Himachal Pradesh et au Kérala. Cela s'expliquerait par la volonté des dirigeants politiques non seulement d'attirer les gros investisseurs mais aussi, au nom des réformes, d'externaliser les services publics au profit du secteur privé. Bussell explique :

> « Ce modèle de la grosse entreprise présente trois avantages potentiels importants pour les dirigeants politiques et les hauts fonctionnaires. [...] Premièrement, cela restreint à une ou deux sociétés le nombre de bénéficiaires des contrats, ce qui limite les occasions où les représentants de l'Etat risquent d'être pris la main dans le sac. Deuxièmement, la dimension des partenaires et des contrats [...] signifie que les acteurs étatiques peuvent toucher une beaucoup plus grosse enveloppe à chaque transaction. [...] Enfin, d'aussi gros contrats ont toutes les chances d'être traités directement au plus haut niveau de l'Etat, ce qui réduit le nombre de mains par lesquelles doivent passer les pots-de-vin avant d'arriver à l'échelon politique maximal et de grossir la rente de ceux qui y siègent. »[133]

Résumons : le fait même que le gouvernement du Gujarat privilégie de plus en plus nettement les gros investisseurs a eu plusieurs conséquences. Les coopératives et les PME, qui incarnaient jadis la culture entrepreneuriale gujaratie, ne jouissent plus de l'attention bienveillante des pouvoirs publics, et cette évolution affecte le marché du travail : l'emploi stable se fait plus rare et comparativement moins rémunérateur. L'Etat pâtit financièrement de sa propre politique, ce qui explique en partie son lourd endettement et le bas niveau de ses dépenses sociales. Enfin, ce schéma de croissance économique se prête à la « grande corruption ». La relation entre Narendra Modi et Gautam Adani illustre bien certains de ces phénomènes.

L'ascension de Gautam Adani

Gautam Adani est aujourd'hui le premier négociant en charbon de l'Inde et l'opérateur de son port le plus grand, Mundra. Il possède deux autres ports, quatre navires et la plus importante ligne ferroviaire privée. Ses entreprises sont présentes dans les secteurs du gaz naturel comprimé, du foncier, de l'immobilier, de l'agroalimentaire et du stockage de produits alimentaires. Il fait commerce de plus de trente produits dans vingt-huit pays. Il a exprimé son ambition dans une de ses interviews ainsi : « [devenir] un leader dans le domaine des infrastructures intégrées, admiré dans le monde entier et profondément dévoué à la cause de la construction nationale »[134].

[132] Cela s'accorde bien avec le fait que le Gujarat, deuxième Etat de l'Inde (après Delhi) pour le nombre de criminels recherchés par Interpol (68, contre 73 pour Delhi), doit principalement ce rang à la criminalité en col blanc, notamment la création de sociétés factices.

[133] Bussell 2012 : 184.

[134] Outlook 2014.

La valeur de marché cumulée d'Adani Enterprises, Adani Power et Adani Ports and Special Economic Zones approche désormais celle de Reliance Industries, alors qu'en 2001 encore, le rapport entre les deux groupes était d'environ 1 à 500. Et la montée en puissance du groupe Adani n'a fait que s'accélérer dans les derniers temps : la capitalisation boursière de ses sociétés a augmenté de 250 % entre septembre 2013 – date à laquelle Narendra Modi a été choisi comme candidat officiel du BJP pour le poste de Premier ministre – et septembre 2014[135]. Selon un numéro de septembre 2014 de *Forbes*, Adani avait « ajouté 4,5 milliards de dollars à sa valeur nette depuis 2013 », soit une valeur nette à cette date de 7,1 milliards de dollars[136]. Après quoi la fortune d'Adani a encore augmenté de 48 % entre mai 2014 et mai 2015 grâce à la hausse des titres de ses sociétés de commerce, énergie, ports et huiles alimentaires. Les médias expliquent cette prospérité par ses relations étroites avec Narendra Modi, affichées avec éclat lors de la campagne électorale indienne de 2014. Le 22 mai 2014, jour de sa prestation de serment comme Premier ministre, Modi fit d'ailleurs le trajet d'Ahmedabad à New Delhi dans l'avion privé d'Adani, qui arborait à tribord le drapeau indien et à babord le logo du groupe. Adani a ensuite accompagné le Premier ministre, en qualité d'invité privé, dans la plupart de ses voyages à l'étranger.

Mais Gautam Adani avait déjà affiché sa proximité avec Modi du temps où ce dernier n'était encore que le chef de gouvernement du Gujarat. Il s'était d'ailleurs rendu avec lui, à l'époque, en Chine, au Japon, à Singapour et en Russie, et déclarait, deux mois avant que Modi ne devienne Premier ministre de l'Inde :

> « Nous sommes dans le secteur des infrastructures. Les choix de politique publique, les facilités et le soutien accordés par l'Etat sont des facteurs absolument essentiels pour la réalisation de grands projets comme les nôtres. C'est pourquoi nous devons travailler au plus près des pouvoirs publics. »[137]

Cela explique en partie que le chiffre d'affaires du groupe ait été multiplié par plus de 20 entre le début et la fin du règne de Modi au Gujarat : de 37 410 millions de roupies en 2001-2002 il est passé à 756 590 millions en 2013-2014. C'est cette période que je vais examiner ici.

- **Une équation gratifiante**

Gautam Adani est né en 1962 à Ratan Pol, un quartier de la vieille ville d'Ahmedabad, au sein d'une famille de religion jain. Ses parents étaient venus du nord de l'Etat s'installer à la capitale. A 18 ans, il quitta l'université du Gujarat et partit pour Bombay, où il travailla un temps comme trieur de diamants chez Mahindra Bros., pour devenir ensuite négociant en diamants[138]. Il revint

[135] Entre septembre 2013 et mai 2014, la richesse de Gautam Adani a augmenté de 501,31 milliards de roupies par l'effet de la capitalisation boursière de ses entreprises (la hausse a été de 18 milliards par jour durant la semaine ayant suivi la victoire électorale de Modi). Celle de Mukesh Ambani n'a crû « que » de 305,03 milliards durant la même période (Economic Times 2014). Les graphiques publiés par *Business Today* aident à visualiser cet essor, qui fut principalement dû à deux composantes majeures du groupe : Adani Enterprises et Adani Ports and Economic Zone. Au contraire, Adani Power a baissé en 2013-2014 (Joseph 2015b).

[136] Forbes India 2014.

[137] Outlook 2014.

[138] Business Maps of India 2015.

à Ahmedabad en 1981 pour aider son frère Mahasukh à lancer une entreprise de production de film plastique. L'entreprise avait besoin d'un approvisionnement régulier en PVC, dont le seul producteur en l'Inde était à l'époque IPCL, qui fournissait deux tonnes par mois aux frères Adani. Mais leur affaire se développa rapidement et ils eurent vite besoin de davantage de matière première. Ils commencèrent à importer des granulés plastiques par Kandla, le plus grand port de l'Inde à l'époque (supplanté en 2013 par le port voisin de Mundra, propriété d'Adani). Puis Gautam Adani diversifia ses activités. En 1988, il créa une entreprise de commerce, Adani Exports. En quatre ans, les volumes importés passèrent de 100 tonnes à des cargaisons entières de 40 000 tonnes.

En 1991-1992, le gouvernement gujarati de Chimanbhai Patel concéda à Adani et au groupe agroalimentaire Cargill 1 200 hectares de bande côtière dans le Kutch (province occidentale du Gujarat) pour la production de sel, à la hauteur de Mundra. Le projet fut abandonné à la suite de protestations des organisations non gouvernementales environnementalistes et Cargill se retira de l'affaire. Adani conserva le terrain et songea à convertir Mundra en port privé. Dans le cadre de la libéralisation naissante, l'établissement public Gujarat Maritime Board avait décidé de concéder des ports à des entreprises privées sous forme de partenariats avec l'Etat : une première liste de dix ports fut dressée, où figurait celui de Mundra. Celui-ci était tellement profond (14 mètres, soit plus que Kandla avec ses 12 mètres) qu'il pouvait accueillir des bâtiments de 200 000 tonneaux et plus[139]. En 1993, l'entreprise devint une société anonyme dirigée par Gautam Adani et son jeune frère Rajesh S. Adani ; et en 1997, cette Adani Exports Ltd. entra en partenariat avec l'Etat du Gujarat pour la construction d'un port géant à Mundra. C'est vers cette époque que le groupe créa une antenne à Dubai, où deux des cinq frères sont, encore aujourd'hui, en charge de la chaîne d'approvisionnement d'Adani Exports. En 1999, Adani se lança pour la première fois dans le négoce de charbon, avec un quai de débarquement à Mundra. En 2000, il autorisa la compagnie australienne P&O, l'une des plus grandes sociétés portuaires mondiales, à installer un terminal de conteneurs à Mundra.

On ne trouve pas trace de relations entre Gautam Adani et Narendra Modi avant l'accession de ce dernier au poste de chef de gouvernement du Gujarat. Leur rapprochement a été favorisé par les suites du pogrom anti-musulman de 2002[140]. Après cet événement, qui perturba l'économie du Gujarat pendant des semaines, des membres éminents de l'organisation patronale CII – dont Rahul Bajaj, Jamshyd Godrej et Azim Premji – critiquèrent Modi lors d'une réunion à Delhi en février 2003. Des membres gujarati de la CII, s'estimant victimes d'« une tentative concertée de diffamation du Gujarat » de la part d'une fraction de l'organisation, formèrent le « Resurgent Group of Gujarat »[141]. Il y avait là le Dr. Karsan Patel et Ambubhai Patel (Nirma Group), Indravadan Modi (Cadila Pharmaceuticals), Pankaj Patel (Cadila Healthcares), Chintan Parikh (Ashima), Anil Bakeri (Bakeri Group), et Gautam Adani, qui était aussi un nouveau venu dans le monde des sociétés moyennes et grandes[142] et qui prit la tête de l'opération.

[139] Rajshekhar 2013.

[140] Sur cet épisode majeur de la vie politique du Gujarat, voir Jaffrelot 2003.

[141] Times of India 2003.

[142] Si Modi a été relativement isolé en 2002-2003, Gautam Adani n'appartenait pas non plus à l'*establishment* des affaires (Naudet, Allorant, Ferry 2018).

Lors de la première édition du Vibrant Gujarat, en septembre-octobre 2003, Adani surenchérit sur tous ses collègues en s'engageant à investir 150 milliards de roupies. Ce fut un tournant majeur dans sa relation avec Modi.

L'APSEZ (Adani Port and Special Economic Zone) fut créée à Mundra en 2003 pour fournir tous services portuaires et de manutention. Elle ne tarda pas à devenir la première zone économique spéciale portuaire multiproduit de l'Inde, après l'obtention par Adani de 3 585 hectares de terrain, dont 2 008 hectares de forêts et 990 hectares de *gauchar* (pâturages villageois). Deux enquêtes différentes affirment que ces terrains ont été cédés au groupe Adani, pour une partie, à des prix situés entre 1 et 32 roupies le m^2 dans une zone où le prix de marché dépassait les 1 500 roupies[143] et, pour une autre partie, 10 roupies le m^2 dans une zone où le prix de marché se situait entre 700 et 800 roupies[144].

Adani a ainsi acquis à Mundra pas moins de 7 350 hectares. S'appuyant sur les textes des contrats de vente, *Forbes India* soutient qu'il a bénéficié, pour l'essentiel de cette superficie, de « baux de trente ans renouvelables, parfois au prix d'un cent de dollar le m^2 (le lot le plus cher atteignant 45 cents le m^2). Il sous-loue ces terrains à d'autres entreprises, y compris Indian Oil, compagnie nationale, pour des loyers pouvant atteindre 11 dollars le m^2. Entre 2005 et 2007, au moins 1 200 hectares de pâturages ont été enlevés aux villageois »[145].

Au cours de l'édition 2009 du Vibrant Gujarat, le gouvernement Modi a signé des protocoles d'accord permettant au groupe Adani un investissement supplémentaire dans « sa ZES de 150 milliards de roupies au cours des quinze années suivantes. [Il] a ajouté à ses largesses foncières cinq années d'allègements fiscaux représentant 32 milliards de roupies, soit presque le quadruple du budget affecté à la reconstruction du district de Kutch après le tremblement de terre de 2001. Selon les statistiques officielles, 1 317,02 milliards de roupies ont été investis dans la ZES, le port et la centrale électrique d'Adani, pour seulement 38 875 emplois créés : ce qui donne le chiffre étonnant de 33,8 millions de roupies par emploi... »[146]. On a là l'indice clair d'une forte intensité en capital.

En 2013, un rapport du Contrôleur et auditeur général relevait :

> « [Dans la ZES du groupe Adani à Mundra] quatorze baux couvrant en tout 484 326 m^2 ont été enregistrés entre décembre 2008 et novembre 2011. Pourtant le préfet n'avait autorisé qu'un seul d'entre eux. [...] Il s'ensuit que dans les treize autres cas, qui représentent 465 728 m^2, le transfert de terrains par voie de bail était irrégulier »[147].

Le CAG a aussi accusé l'Etat du Gujarat d'acheter de l'électricité au groupe Adani à un prix anormalement élevé et calculé :

[143] Behavioural Science Centre 2012 : 16.

[144] George 2011. Voir aussi Ahmedabad Mirror 2012.

[145] Bahree 2014.

[146] Yadav 2011.

[147] Comptroller and Auditor General of India 2013a.

> « L'écart par rapport à l'accord sur l'achat d'énergie a causé aux finances publiques un défaut de recouvrement de 1 602,6 millions de roupies et la concession d'un bénéfice indu à une entreprise privée »[148].

En 2012, Arvind Kejriwal, chef du parti Aam Aadmi qui avait participé, l'année précédente, aux campagnes anticorruption d'Anna Hazare, le vétéran gandhien dont la mobilisation populaire allait destabiliser le gouvernement de Manmohan Singh, s'en est pris aux relations Modi-Adani. Il a accusé l'Etat du Gujarat d'avoir acheté de l'électricité au groupe Adani au prix de 5,45 roupies le kWh malgré une meilleure offre de l'entreprise publique Gujarat Mineral Development Corporation. Nous avons vu plus haut que le gaz était aussi une source de revenu pour le groupe, qui avait acquis une position de monopole dans la fourniture de gaz naturel comprimé à Ahmedabad.

Dans son dernier rapport traitant du gouvernement Modi au Gujarat, le CAG a réitéré ses critiques de 2012. Visant explicitement les groupes Adani et Essar il a souligné :

> « Les achats d'électricité auprès du secteur privé sont passés de 15,22 % en 2008-09 à 37,22 % en 2012-2013. »[149]

Mais le groupe Adani n'a pas seulement bénéficié d'un traitement de faveur en termes financiers : on l'a aussi dispensé de respecter à Mundra la règlementation environnementale.

- **La violation des normes environnementales**

Les conséquences néfastes des connexions politico-industrielles sur l'environnement sont un problème généralisé, mais elles sont particulièrement flagrantes dans le cas du groupe Adani, qui s'est affranchi des normes écologiques au point de s'attirer les critiques de dirigeants du BJP local comme Kanubhai Kalsariya, député à l'Assemblée du Gujarat. Les règles sur la protection du littoral ont été bafouées, de la mangrove a été illégalement défrichée, des effluents insuffisamment traités ont pollué des zones de pêche…

En mai 2006, l'autorité des zones côtières du Gujarat (GCZMA) a constitué une sous-commission présidée par le professeur Nikhil Desai, directeur de la Gujarat Ecological Education and Research Foundation, dont le rapport signale la construction par le groupe Adani, dans la zone intertidale, de nombreux ouvrages barrant des ruisseaux d'alimentation de la mangrove. Ce rapport n'a eu aucune suite. Quatre ans plus tard, en décembre 2010, ayant reçu des plaintes d'habitants, le ministère de l'Environnement et des Forêts a envoyé sur place une mission d'inspection dirigée par un de ses hauts fonctionnaires. Son rapport fait lui aussi état de maintes violations des lois et règlements. On y trouve notamment les mêmes observations sur des travaux d'assèchement causant la destruction de vastes surfaces de mangrove et obstruant les ruisseaux côtiers et les flux naturels d'eaux marines. Cela n'a rien changé non plus.

[148] Comptroller and Auditor General of India n.d.-b.

[149] Comptroller and Auditor General of India 2014.

Le 14 septembre 2012, la ministre indienne de l'Environnement et des Forêts, Jayanthi Natarajan, a mandaté une commission présidée par Sunita Nair, directeur général du Centre for Science and Environment, pour inspecter le port de Mundra. Cette commission est parvenue aux mêmes conclusions que ses prédécesseurs[150].

Tous les inspecteurs et experts ont en outre observé que les centrales thermiques d'Adani et de Tata à Mundra relâchaient des cendres volantes, en violation du document d'autorisation délivré en 2007. En 2011, une inspection de l'autorité de contrôle de la pollution révélait qu'environ 27 127 tonnes de cendres volantes avaient été rejetées dans des régions basses de la ZES. Selon la journaliste Megha Bahree, venue sur les lieux :

> « Les cendres volantes et les eaux salines issues des centrales, voisines, d'Adani et de Tata détériorent les récoltes et rendent le sol moins fertile. »[151]

La commission de Sunita Nair recommandait de créer un fonds de restauration environnementale de 2 milliards de roupies, mais nulle amende n'a été infligée à l'entreprise. Une autre commission encore, nommée par la Haute Cour du Gujarat en 2016 pour enquêter sur les dégradations de l'environnement causées par le port de Mundra, a abouti aux mêmes conclusions. Pourtant, écrit le spécialiste des questions d'environnement Mahesh Pandya :

> « Si vous demandez à l'autorité de contrôle de la pollution ou au département de l'Environnement et des Forêts du Gujarat combien de mises en demeure ils ont adressées à la compagnie, vous n'en trouverez pas une seule. »[152]

Au-delà des accointances politiques personnelles de son chef, la relation entre le groupe Adani et l'Etat du Gujarat est devenue en quelque sorte organique parce qu'un grand nombre d'anciens hauts fonctionnaires en poste au Gujarat ont rejoint les entreprises de la compagnie. En 2002, Sanjay Gupta, qui avait occupé un poste central dans la Gujarat State Petroleum Corporation (GSPC), a été recruté comme PDG d'Adani Infrastructure Project peu de temps après avoir démissionné de la fonction publique[153]. P.N. Roy Chowdhury, ancien chef de l'établissement public Gujarat Maritime Board et directeur (*principal secretary*) du département de l'Agriculture et de la Coopération du Gujarat, est devenu coprésident de la planification stratégique à Adani Ports and Special Economic Zone Ltd[154]. En octobre 2012, l'ancien haut fonctionnaire qui avait été à la tête de l'administration du ministère indien de l'Intérieur, Gopal Krishna Pillai, est entré au conseil d'administration d'Adani Ports. En juillet 2013, l'avocat général du Gujarat (l'équivalent fonctionnel d'un procureur), Kamal Trivedi, représentait Rajesh Adani dans une affaire d'évasion fiscale où il était mis en accusation par la police financière. Comme

[150] Ministry of Environment and Forests 2013 : 19 et suivantes.

[151] Bahree 2014.

[152] Cité dans Mukherjee 2016.

[153] En 2015, Sanjay Gupta fut placé en détention à la suite d'accusations de corruption (Economic Times 2015).

[154] « Gujarat State fert & chemicals (GSFC : Natl India) », **https://www.bloomberg.com/research/stocks/people/person.asp?personId=46242304&privcapId=874811** (consulté le 6 mars 2018).

on lui posait la question du conflit d'intérêts, il a répondu : « je ne cesse pas d'être avocat en étant avocat général ». L'avocat Anand Yagnik affirme que plus de vingt de ses confrères ayant représenté des parties adverses aux Adani dans différentes affaires figurent aujourd'hui dans les comités d'experts conseillant le groupe au plan juridique.

L'ascension météorique de Gautam Adani ne diffère guère de celle de Dhirubhai Ambani dans les années 1970-1980[155]. Mais à cette époque-là, les pratiques de corruption étaient commodément attribuées à l'hypertrophie bureaucratique du capitalisme d'Etat. La libéralisation économique était censée débarrasser l'Inde de cet effet débilitant en plaçant les lois du marché au-dessus de tout. Il n'en a rien été, au contraire.

A la dernière page d'un livre dont le titre – *Gujarat : gouverner pour la croissance et le développement* – faisait écho au programme de Narendra Modi, Bibek Debroy résumait ainsi la politique économique de cet Etat :

> « Alors, qu'est-ce donc que le "modèle Gujarati" ? C'est un modèle qui libère de l'espace pour l'initiative privée et pour l'entreprise et où l'Etat crée un environnement dans lequel elles peuvent s'épanouir. »[156]

En fait, il s'agit plus d'un modèle propice aux affaires que proprement libéral, comme en témoignent les prix, fort éloignés de ceux du marché, que certaines entreprises déboursent pour leurs terrains. Le Gujarat a une longue tradition de politique *business-friendly*, mais celle-ci permettait autrefois à un dense réseau de PME de prospérer à côté de plus gros acteurs comme les Ambani. Dans la décennie 2000, le gouvernement BJP a donné la priorité aux mégaprojets et a multiplié les efforts pour faire venir de grandes sociétés. Ce tournant peut s'expliquer de différentes manières. D'abord, après le pogrom de 2002, le parti a voulu faire mentir les entrepreneurs qui avaient affirmé que désormais le Gujarat ne pourrait plus attirer les investisseurs ; et Narendra Modi a voulu changer son image et apparaître comme « l'homme du développement » *(Vikas Purush*). Ensuite, il a souhaité que le Gujarat se détache du peloton des autres Etats par son taux de croissance – ce chiffre magique qui, à l'époque, tournait toutes les têtes. Par ailleurs, attirer les plus grosses entreprises était le meilleur moyen de financer ses projets politiques, en groupant autour de lui un petit nombre de donateurs tout en s'émancipant de la direction du BJP, dont certains membres, comme le Premier ministre Vajpayee, avaient été choqués par l'ampleur du pogrom de 2002. Enfin, donner la priorité aux mégaprojets permettait à Modi de stimuler la carrière de personnages en voie d'ascension et tout disposés à l'aider, comme Gautam Adani – un homme qui, comme lui, n'était pas né dans l'*establishment*[157].

Cette stratégie a impacté l'économie, la société et l'écologie du Gujarat de diverses manières. Les grandes entreprises se sont développées aux dépens des PME, qui ont dû payer plus cher leur gaz et leur électricité produits par les gros, affronter une concurrence nouvelle (auprès des clients et auprès des banques, qui leur prêtent moins) et attendre plus longtemps le paiement des factures

[155] Sur la protection politique dont bénéficia Ambani sous Indira Gandhi, voir McDonald 2010.

[156] Debroy 2012 : 165.

[157] Cela ressort clairement du graphique publié dans Naudet et Dubost 2016 : 41.

adressées à leurs nouveaux donneurs d'ordre, protégés par les gouvernants. Le déclin des PME, l'un des atouts les plus précieux d'un Etat réputé pour ses entrepreneurs, a eu des répercussions sur le marché du travail sous forme de baisse des emplois, en quantité (on a rappelé plus haut que les PME occupaient plus de salariés que les grandes entreprises en proportion du capital) et en qualité (les salaires restant aussi très bas en raison du grand nombre de migrants venus du Bihar, de l'Orissa etc.) Les grandes sociétés que le gouvernement a attirées au Gujarat se voient offrir tant d'avantages en matière de prix des terrains, de crédits à faible taux et de déductions fiscales, que les finances publiques en souffrent (comme il appert de l'endettement croissant du Gujarat). Ces contraintes budgétaires rétrécissent encore les possibilités de dépenses sociales, notamment en matière d'éducation et de santé, domaines où le Gujarat tenait dans les années 1980 un bon rang qu'il a perdu depuis. Enfin, et ce n'est pas la moindre de ces conséquences, l'influence politique que les grandes entreprises ont acquise au plus haut niveau leur permet de résister aux pressions des services de l'Etat chargés de faire respecter les normes environnementales.

Conclusion

Si le personnel politique et les milieux d'affaires ont entretenu des relations s'apparentant à des formes de collusion sur le mode du « donnant donnant » dès le XIX^e^ siècle, ces échanges ont connu de grandes variations dans le temps. Après l'indépendance, l'Etat nehruvien a certes permis aux hommes d'affaires qui finançaient le Parti du congrès d'exercer une influence sur la sphère politique, mais celle-ci restait limitée. La libéralisation économique des années 1990, à l'origine d'une montée en puissance des capitalistes indiens, leur a conféré un prestige ainsi qu'un poids financier et idéologique sans précédent, renforçant leur pouvoir d'une manière considérable. Ils sont non seulement devenus des conseillers du prince, quel qu'il soit, mais ont fait leur entrée au Parlement où ils ont souvent été juges et parties dans la fabrique de la loi. Leur pouvoir de négociation s'est aussi traduit par l'obtention de prêts bancaires que le pouvoir public leur faisait accorder en dépit du caractère aléatoire des projets ainsi financés – d'où, en partie, la crise que les banques publiques traversent aujourd'hui. Non seulement bien des hommes d'affaires sont entrés en politique, mais bien des hommes politiques sont aussi devenu des hommes d'affaires, brouillant les pistes au point que l'interpénétration des milieux a favorisé leur indifférenciation.

Au-delà de ce tableau général, descendre au niveau d'un Etat permet de préciser le contenu concret des relations de connivence entre le monde des affaires et l'Etat. Le Gujarat est ici un cas d'école non seulement en raison de l'ancienneté de ces relations, mais aussi de l'élan nouveau et de l'inflexion que leur a données Narendra Modi lorsqu'il le dirigeait : sa politique économique visant à attirer de gros investisseurs s'est traduite par des concessions tous azimuts, au-delà de la seule multiplication des zones économiques spéciales. Outre qu'il a favorisé la corruption à grande échelle, ce capitalisme de connivence s'est développé aux dépens des rentrées fiscales de l'Etat (une contrainte financière qui a pesé sur les dépenses sociales), du monde du travail (privé d'emplois rémunérateurs et stables) et du respect des normes environnementales.

Si le cas du Gujarat est révélateur des dysfonctionnements économiques, sociaux, fiscaux et environnementaux qu'engendre le *crony capitalism*, ces dérives sont tout à fait conformes à la *doxa* libérale pour laquelle l'allocation des ressources ne peut être optimale quand les marchés sont oligopolistiques et que les oligarques entretiennent une relation de connivence avec les hommes politiques. Mais qui persuadera ces derniers de renoncer aux bénéfices qu'ils en retirent, notamment en termes de financement de leurs campagnes électorales ?

Le jeu démocratique se trouve biaisé en outre par l'impact du capitalisme de connivence sur l'indépendance des médias quand aucune régulation sérieuse du secteur ne vient ne serait-ce qu'obliger les propriétaires de chaînes de télévision à révéler leur identité. Le fait que nombre d'entre eux aient des activités industrielles et commerciales impliquant de bonnes relations avec le pouvoir les amène souvent à ménager les gouvernants ou le candidat à la magistrature suprême qui paraît le mieux placé pour l'emporter, comme en 2014.

Quels garde-fous reste-t-il à l'influence croissante des logiques affairistes sur la politique indienne ? L'Etat de droit, en dépit des attaques qu'il subit, s'incarne toujours dans des institutions d'une très grande diversité en Inde. D'un côté les lanceurs d'alerte s'appuyant sur le Right to Information Act continuent de prendre des risques énormes pour dénoncer les agissements des capitalistes de connivence tombant sous le coup de la loi. D'un autre côté, les régulateurs et l'appareil judiciaire cherchent à se saisir de certains dossiers. Par exemple, la direction du Renseignement économique (DRI) a accusé le groupe Adani de « surfacturer le charbon importé d'Indonésie à hauteur de 290 milliards de roupies », de réaliser « des gains illicites grâce aux "ajustements tarifaires compensatoires" accordés par les régulateurs de l'électricité » et de « surfacturer les équipements des centrales électriques [importés de l'étranger pour justifier une augmentation des tarifs de l'électricité] à hauteur de 60 milliards de roupies »[158]. En 2015, Josy Joseph, l'un des journalistes qui couvrent ce genre de sujets, relevait que selon ses « contacts à l'équipe spéciale d'enquête sur l'argent noir, [...] le cas Adani est le plus gros des dossiers sur lesquels elle travaille actuellement »[159]. Trois ans ont passé, et l'enquête se poursuit sans résultat tangible, mais Adani pourrait perdre ses protections politiques si Modi ne conservait pas sa majorité parlementaire en 2019. On peut toutefois douter de la capacité des institutions judiciaires à contrôler les effets de l'argent sur la politique indienne, pour la simple raison, comme l'a bien montré Milan Vaishnav, que les instances de régulation relevant de la justice ou autres ont été émasculées par les partis politiques quels qu'ils soient. Si Rajiv Gandhi a fait amendé le Companies Act en 1985 pour permettre aux entreprises de faire à nouveau des dons aux partis, le BJP de Narendra Modi a parachevé cette évolution en permettant aux donateurs de rester anonymes, cette opacité s'étendant aux bienfaiteurs étrangers – sans que le Congrès ne critique cette dernière mesure[160]. La Commission électorale a regretté ce déclin de la transparence financière mais ses critiques n'ont pas fait dévier le pouvoir d'un pouce[161].

[158] Thakurta 2015 : 12-14.

[159] Joseph 2015a : 215.

[160] En dix jours, les donateurs souhaitant contribuer aux finances des partis ont souscrit des « bons électoraux » à hauteur de 2,22 milliards de roupies. Or ils auront encore l'occasion de faire de nouveaux dons à cinq occasions d'ici les élections de 2019 (Venkataramakrishnan 2018).

[161] Verma 2017.

Le seul véritable garde-fou susceptible de contenir l'essor du capitalisme de connivence n'est autre, sans doute, que le système d'élections démocratiques qui a cours en Inde. D'ores et déjà, la peur de s'aliéner les électeurs ruraux a forcé Modi à renoncer à l'une des lois qui lui tenait le plus à cœur, le fameux amendement du Larra qu'il avait promis aux milieux d'affaires en 2014. Le Land Acquisition, Rehabilitation and Resettlement Act 2013 (Larra) que le gouvernement de Manmohan Singh a fait voter en 2013 avait été la cible de toutes les chambres de commerce et d'industrie pendant les débats parlementaires et même avant. Les milieux d'affaires s'inquiétaient de l'impact de trois clauses discutées par les députés au sujet de leur capacité à acquérir des terres : cette loi devait permettre aux paysans dont les terres étaient acquises par des industriels de recevoir une juste compensation ; elle soumettait une telle acquisition à une étude d'impact (notamment du point de vue environnemental) et la subordonnait à une consultation populaire, 80% des familles de la localité concernée devant l'approuver pour qu'elle devienne effective. Ayant échoué à empêcher le vote de la loi en 2013, les milieux d'affaires se sont tournés en 2014 vers Modi, qui leur a promis des amendements propres à diluer ce texte législatif. Mais il n'a pu faire entendre raison aux députés de son parti qui devaient leur siège à des électeurs ruraux, un signe de la capacité de résistance que conserve la démocratie politique, à cette réserve près qu'une fois cet échec digéré, Modi a confié aux Etats le pouvoir de retoucher le Larra, ce que certains ont fait[162].

Au Gujarat, les élections régionales de 2017 ont montré que le BJP s'était aliéné les campagnes, notamment parce qu'il avait favorisé les grands groupes aux dépens des entreprises artisanales et des paysans (dont la terre a souvent été acquise à vil prix)[163]. Le parti n'a conservé une courte majorité de 9 sièges sur les 192 mis en jeu que grâce au vote des grandes villes. Les élections de 2019 opposeront, cette fois à l'échelle nationale, le BJP au Congrès et à de nombreux partis régionaux principalement sur la base d'un clivage urbain/rural renvoyant dans une large mesure à l'objet de cette étude : les « petits » (et parmi eux les paysans) étant les principaux perdants au jeu du capitalisme de connivence, ils vont sans doute utiliser la seule arme qu'ils conservent, à savoir le droit de vote.

[162] R. Jenkins 2019.

[163] Ayant aussi acheté la production des paysans à des prix très bas pour préserver le pouvoir d'achat de ses électeurs urbains, le gouvernement BJP s'est aliéné les milieux ruraux.

Références

Ahmedabad Mirror (2012), « Gujarat State government gifts Adani group land in kutch for peanuts », 29 février.

Anantha-Nageswaran V. (2017), « India's public sector banking at 70 », *Gateway House*, 17 août, **http://www.gatewayhouse.in/india-70-reimagining-psu-banks/?utm_…iefing+2017&utm_term=India+_40+70_3A+reimagining+the+PSU+banks**, (consulté le 23 mars 2018).

ASER (2013), « Annual status of education report (Rural) 2012 », 13 janvier, **http://img.asercentre.org/docs/Publications/ASER%20Reports/ASER_2012/fullaser2012report.pdf** (consulté le 4 février 2018).

Asher M. (2014), « Gujarat and Punjab : The entrepreneurs paradise and the land of the farmer », *in* R. Jenkins, L. Kennedy and P. Mukhopadhyay (ed.), *Power, Policy, and Protest. The Politics of India's Special Economic Zones*, Oxford, Oxford University Press.

Bahree M. (2014), « Doing big business in Modi's Gujarat », *Forbes India*, 24 mars, **http://www.forbes.com/sites/meghabahree/2014/03/12/doing-big-business-in-modis-gujarat/**

Basu A. (2018), « Are India's public sector banks at their nadir? », *The Wire*, 19 mars, **https://thewire.in/banking/are-indias-public-sector-banks-at-their-nadir** (consulté le 23 mars 2018).

Bayly C.A. (1973), « Patrons and politics in Northern India », *Modern Asian Studies, 7* (3).
----- 1975), *The Local Roots of Indian Politics. Allahabad 1880-1920*, Oxford, Clarendon Press.

Behavioural Science Centre (2012), « Development versus people : Gujarat model of land acquisition and people's voices », Ahmedabad.

Birla G.D. (1953), *In the Shadow of the Mahatma. A Personal Memoir*, Bombay, Orient Longmans.

Birla K.K. (1987), *Indira Gandhi. Reminiscences*, New Delhi, Vikas.

Bondre S. (2013), *How Gujaratis Do Business*, New Delhi, Random House.

Business Maps of India (2015), « Gautam Adani biography », **https://business.mapsofindia.com/business-leaders/gautam-adani.html**

Business Standard (2013), **«** Aditya Birla Group acquires stake in Living Media India », 21 janvier, **https://www.business-standard.com/article/companies/aditya-birla-group-acquires-stake-in-living-media-india-112051900022_1.html** (consulté le 8 juillet 2018).
----- (2016), « Strike at Tata Nano Sanand plant ends », 23 mars, **https://www.business-standard.com/article/pti-stories/strike-at-tata-nano-sanand-plant-ends-116032300009_1.html**

Bussell J. (2012), *Corruption and Reform in India : Public Services in the Digital Age*, Cambridge, Cambridge University Press.

Centre for Education and Documentation (2013), « Critical concerns. Deciphering Gujarat's development, Mumbai and Bangalore », **http://www.doccentre.net/cc/gujarat-final7.pdf**

Chandrashekhar C.P. et Ghosh J. (2018), « The banking conundrum. Non-performing assets and neo-liberal reform », *Economic and Political Weekly*, 31 mars, Vol. LIII, n° 13, pp. 129-137.

Chap C. (2016), « Workers strike at Tata Motors, Sanand, Gujarat, in India », Libcom.org, 14 mars, **https://libcom.org/news/workers-tata-motors-sanand-gujarat-14032016**

CMS Media Lab. (2014), « It is Modi driven television coverage – 2014 poll campaign », **http://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=0CCgQFjAB&url=http%3A%2F%2Fwww.cmsindia.org%2F2014-Lok-Sabha-Election-media-coverage.docx&ei=5hVAVO2PBLjfsASLo4CQBA&usg=AFQjCNEE9PscncF_1VqZIva6k6HdgA6HyA&bvm=bv.77648437,d.cWc**, (consulté le 4 février 2015).

Cobrapost (2018), « Case study : Media on sale », **https://www.cobrapost.com/blog/case-study-media-on-sale/1061**

Comptroller and Auditor General of India (2012), « Report of 2011 - Performance audit on commercial of government of Gujara », **http://cag.gov.in/content/report-2011-performance-**

audit-commercial-government-gujarat (consulté le 4 février 2018).
----- (2013a), « Audit Report (Revenue Receipts) for the year ended 31 mars 2012 - Report n° 2 of 2013 », **http://saiindia.gov.in/english/home/Our_Products/Audit_Report/Government_Wise/state_audit/recent_reports/Gujarat/2012/Report_2/Chap_3.pdf (**consulté le 25 novembre 2013).
----- (2013b), « Report n° 2 of 2013, Government of Gujrat – Report of the Comptroller and auditor general of India on revenue receipts », **http://saiindia.gov.in/english/home/Our_Products/Audit_Report/Government_Wise/state_audit/recent_reports/Gujarat/2012/Report_2/Overview.pdf (**consulté le 25 novembre 2013).
----- (2014), « Report n° 3 of the year 2014. Report of the Comptroller and auditor general of India on public sector undertakings for the year ended 31 mars 2013 ».
----- (n.d. a), « Audit Report n°1 (State finances), for the year ended 31 mars 2012. » **http://saiindia.gov.in/english/home/Our_Products/Audit_Report/Government_Wise/state_audit/recent_reports/Gujarat/2012/SF/Chap_1.pdf (**consulté le 25 novembre 2013).
----- (n.d.b), « Chapter III, Transaction audit observations. », **http://saiindia.gov.in/english/home/Our_Products/Audit_Report/Government_Wise/state_audit/recent_reports/Gujarat/2012/Report_1/Chap_3.pdf**) **(**consulté le 25 novembre 2013).

Credit Suisse Securities Research & Analytics (2015), « House of Debt ».

Culpepper P. (2015), « Structural power and political-science in the post-crisis era », *Business and Politics*, 17 (3), pp. 391-410.

Das R. (2013), «Anil Ambani says Modi king of kings, India Inc adds praise » *The Pioneer,* 12 janvier, p. 1.

Dave H. (2017), « More than 80 % engineers are without jobs », *Ahmedabad Mirror*, 28 mars, **http://ahmedabadmirror.indiatimes.com/ahmedabad/cover-story/more-than-80-engineers-are-without-jobs/articleshow/57880536.cms?prtpage=1**

Dave K. (2011), « Firms owe Rs 12,000 cr in taxes to state govt », *Indian Express*, 11 février**. https://indianexpress.com/article/cities/ahmedabad/firms-owe-rs-12-000-cr-in-taxes-to-state-govt/**
----- (2012), « Over 5,000 CAG queries awaiting Modi govt reply ! », *Times of India*, 27 novembre, p. 1.

Debroy B. (2012), « Gujarat : Governance for growth and development », New Delhi, Academic Foundation.

Debroy B., Bhandari L. (n.d.), « Economic freedom for States », New Delhi, International Management Institute.

Dev N. (2012), *Modi to Moditva*, New Delhi, Manas.

Dholakia A., Dholakia R. (2015), « Policy reform in economic sectors », *in* A. Panagariya et M.G. Rao (eds.), *The Making of Miracles in Indian States. Andhra Pradesh, Bihar and Gujarat*, New Delhi, Oxford University Press.

DNA (2012a), « 15 minutes and Gujarat had won over Tatas », 3 novembre, p. 6.
----- (2012b), « Forest land allotted to corporates in Gujarat », 7 mars.
----- (2013), « State lost, big business gained from govt's land policy : CAG », 3 avril.
----- (2015), « Workers' strike : Guj tops the list in India », 11 août.

Dupont V. (1995), *Decentralized Industrialisation and Urban Dynamics*, New Delhi, Sage.

Economic Times (2002), « Another co-operative bank in Gujarat in liquidity crisis », 4 septembre.
----- (2013), « Vibrant Gujarat », 12 janvier, p. 10.
----- (2014), « Fortunes of Indian promoters rise significantly. Gautam Adani witnesses the maximum surge », 17 mai, **http://economictimes.indiatimes.com/markets/stocks/fortunes-of-indian-promoters-rise-significantly-gautam-adani-witnesses-the-maximum-surge/articleshow/35226427.cms**
----- (2015), « Fall of Sanjay Gupta : From IAS to conman », 20 mai, **https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/fall-of-sanjay-gupta-from-ias-to-conman/articleshow/47352386.cms**
----- (2017), « Reliance Industries plans major expansion at world's largest oil refinery complex »,21 septembre, **https://economictimes.indiatimes.com/industry/energy/oil-gas/reliance-industries-plans-major-expansion-at-worlds-largest-oil-refinery-complex/articleshow/60764962.cms**

Ethiraj G. (2015), « Quietly, Maharashtra and Tamil Nadu outrace Gujarat », *IndiaSpend*, **http://www.indiaspend.com/cover-story/quietly-maharashtra-tamil-nadu-outrace-gujarat-25529**

Firstpost (2016), « I'm humorous, but these days it comes at a cost : Narendra Modi tells Arnab Goswami », 28 juin, **https://www.firstpost.com/india/those-creating-controversies-being-unjust-to-raghuram-rajan-full-text-of-narendra-modis-interview-with-arnab-goswami-2859762.html**

Forbes India (2014), « Forbes India rich list : Mukesh Ambani tops, Adani moves up », **http://www.moneycontrol.com/news/business/forbes-india-rich-list-mukesh-ambani-tops-adani-moves-up_1188269.html**

George P.T. (2011), *Special Economic Zones and People's Struggles in Gujarat*, New Delhi, Intercultural Resources.

Ghosh J. (2018), « Can banking recover ? », *The Hindu*, 26 février, **http://www.thehindu.com/opinion/lead/can-banking-recover/article22852646.ece** (consulté le 23 mars 2018).

Ghosh S. (2016), *Sue the Messenger. How Legal Harrassment by Corporates is Shackling Reportage and Undermining Democracy in India*, Delhi, Paranjoy.

Government of Gujarat (2000), « Industrial policy 2000 of Gujarat State, India », **http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/apcity/unpan015031.pdf**
----- (2003), *Industrial Policy 2003. Gujarat Going Global*, Industries and Mines Department, Gandhinagar, **www.imd-gujarat.gov.in/Document/2014-11-24_463.doc**
----- (2009a), « Gujarat Act n° 2 of 2009 », janvier, **http://www.gidb.org/pdf/sirord.pdf**
----- (2009b), « Industrial Policy–2009 », janvier, **http://www.ic.gujarat.gov.in/pdf/industrial-policy-2009-at-a-glance.pdf**
----- (2009c), « Industrial Policy 2009 », Gandhinagar, **http://www.imd-gujarat.gov.in/Document/2014-11-21_955.pdf**

Guha Thakurta P. (2013), « Curbing media monopolies », *Economic and Political Weekly*, 48 (16).

Guha Thakurta P., Ghosh S., Chaudhuri J. (2014), *Gas Wars : Crony Capitalism and the Ambanis*, New Delhi, Paranjoy.

Hirway I., Shah A., Shah G. (ed.) (2014a), *Growth or Development. Which Way is Gujarat Going ?*, New Delhi, Oxford University Press.

Hirway I., Shah N., Sharma R. (2014b), « Political economy of subsidies and incentives to industries in Gujarat », *in* I. Hirway et *al.* (2014a), pp. 139-192.

Indian Express (2007), 27 novembre.
----- (2009), « Gujarat Government reveals offers that drove Nano into state », 20 janvier.
----- (2011), « Ratan Tata takes Mistry to Modi », 30 décembre.
----- (2012), « Kejriwal Targets Modi, alleges favouritism in giving away gas wells, land allotments », 5 décembre.
----- (2013), « India Inc hails Narendra Modi "vision" », 11 janvier.

ISED Small Enterprise Observatory (2013), « Gujarat micro, small and medium enterprises report 2013 », Cochin, **http://www.ficci.in/state/1003/Add_docs/ISED-gujarat.pdf**

Iyengar S. (2014), « Education in Gujarat : A review », *in* I. Hirway et *al.* 2014a.

Jaffrelot C. (1994), « Œuvres pies et rationalité en Inde», *in* J.-F. Bayart (dir.), *La Ré*invention du capitalisme, Paris, Karthala : 145-172.
----- (1997), « Inde : l'Etat de droit en procès», *Les Etudes du CERI*, n° 36, Paris, FNSP-CERI, **https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/inde-letat-de-droit-en-proces**
----- (1998), *La Démocratie en Inde. Religion, caste et politique*, Paris, Fayard.
----- (2003), « Les violences entre hindous et musulmans au Gujarat (Inde) en 2002 : émeutes d'Etat, pogromes et réaction anti-jihadiste », *Revue Tiers-Monde*, n° 174, avril-juin, T. XLIV, pp. 345-368.
----- (2005), *Inde : la démocratie par la caste. Histoire d'une mutation socio-politique 1885-2005,* Paris, Fayard.
----- (2015), « What Gujarat model ? Growth without development and with socio-political polarisation », *South Asia: Journal of South Asian Studies* 38 (4), pp. 820-38.
----- (2016), « Quota for Patels ? The neo-middleclass syndrome and the (partial) return of caste politics in Gujarat », *Studies in Indian Politics*, 4 (2) : 1-15.

Jaffrelot C. et U Nissa B. (à paraître), « Why do RTI activists die ? », *Economic and Political Weekly*.

Jaffrelot C., Kohli A., Murali K. (ed.) (2019), *Business and Politics in India*, New York, Oxford University Press, à paraître.

Jenkins R.A. (2019), « Business interests, the State, and the politics of land policy in India », *in* C. Jaffrelot et *al.*, 2019.

Jodka S. et Naudet J. (2017), « Sociology of India's economic elites », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, 15, **https://journals.openedition.org/samaj/4270**

Johari A. (2015), « Casteism, brides and a failed Gujarat model : What the Patel demand for reservations is really about », *Scroll.in*, 14 septembre, **http://scroll.in/article/753595/casteism-brides-and-a-failed-gujarat-model-what-the-patel-demand-for-reservations-is-really-about**

John P. (2012), « Gujarat's hall of shame », *Times of India*, 3 février.

Joseph J. (2015a), *A Feast of Vultures. The Hidden Business of Democracy in India,* New Delhi, Harper Collins.

Joseph T. (2015b), « Adani's $ 10-billion gamble », *Business Today*, 18 janvier, pp. 48.

Kantha S. (2006), *Building India with Partnership. The Story of CII 1895-2005*, New Delhi, Penguin.

Kaushik, K. (2015), « The tempest : Have Radhika and Prannoy Roy undermined NDTV ? », *The Caravan,* 1er décembre.

Khanna S. (2012), « Has Essar's proximity to Modi become too taxing ? », *DNA*, 18 juillet.

Khare H. (2013), « Modi, the man and the message », *The Hindu*, 4 avril, **http://www.thehindu.com/opinion/lead/modi-the-man-and-the-message/article4577674.ece** (consulté le 12 décembre 2013).

Kochanek S. (1974), *Business and Politics in India*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press.
----- 1987), « Briefcase politics in India : The Congress party and the business elite », *Asian Survey,* (27) 12.

Kohli A. (2012), *Poverty Amid Plenty in the New India*, Cambridge, Cambridge University Press.

Kohli K. (2018), « Ex-foreign secy Jaishankar joins Tata Group, cooling-off period waived on request », *The Print*, 23 avril, **https://theprint.in/governance/ex-foreign-secy-jaishankar-joins-tata-group-cooling-off-period-waived-on-request/52040/**

Krishnan A. (2018), « Is the endgame for NPAs in sight ? », *The Hindu*, 25 février, **http://www.thehindu.com/business/Economy/is-the-endgame-for-npas-in-sight/article22852144.ece?homepage=true**

Kumar A. (2017), *Understanding the Black Economy and Black Money in India*, Delhi, Aleph.

Low D.A. (1988), « The forgotten Bania : Merchant communities and the Indian National Congress », *in* D.A. Low (ed.), *The Indian National Congress – Centenary Hind Sights,* Delhi, Oxford University Press, pp. 128-154.

Mahadevia D. (2014), « Dynamics of urbanisation in Gujarat », *in* Hirway *et al.* 2014a, pp. 340-379.

Markovits C. (1985), *Indian Business and Nationalist Politics, 1931-1939 : The Indigenous Capitalist Class and the Rise of the Congress Party,* Cambridge, Cambridge University Press.

Mathur K. (2014), « Business, policy spaces, and governance in India », *in* D. Drache et L.A. Jacobs (ed.), *Linking Global Trade and Human Rights*, Cambridge, Cambridge University Press.

Matthew G. (2017), « PSU banks write off Rs 55,356 crore in six months », *The Indian Express*, 4 décembre, **http://indianexpress.com/article/business/banking-and-finance/psu-banks-write-off-rs-55356-crore-in-six-months-bad-debt-4966594/** (consulté le 23 mars 2018).

Mavalankar D. et Satia J.K. (2010), « Medical scenario in Gujarat » **http://ficci.in/events/20425/ISP/vibrant_gujarat_PwC.pdf**, (consulté le 4 février 2018).

Mazumdar S. (2017), « From "outsider" to insider : The case of reliance », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal*, 15. **http://samaj.revues.org/4278**

McDonald H. (2010), *Ambani & Sons*, Delhi, Roli Bo.

Mehta N. (2015), *Behind a Billion Screens : What Television Tells Us About Modern India*, New Delhi, Harper Collins.

Milbert I. (2006), « La construction de l'économie », *in* C. Jaffrelot (dir.), *L'Inde contemporaine*, Paris, Fayard, pp. 109-131.

Ministry of Environment and Forests (2013), « Report of the committee for inspection of M/s Adani port and SEZ Ltd. Mundra, Gujarat », New Delhi, avril.

Mishra P. (2011), « Whose Gujarat is Vibrant », *Ahmedabad Mirror,* 28 mars.
----- (2015), « Only UP has more sick MSMEs than Gujarat », *Times of India*, 4 décembre.
Mukherjee A. (2011), « Regional inequality in foreign direct investment flows to India : The problem and the prospects », *Reserve Bank of India Occasional Papers*, (32) 2.
----- (2016), « Mundra : The port of no call », *Outlook*, **http://www.outlookindia.com/magazine/story/mundra-the-port-of-no-call/297572**

Muralidharan S. (2008), « Media : Stenographer to power », *Economic and Political Weekly,* 43 (49).
----- (2014), « TRAI Report on media ownership : The press's curious response », *Economic and Political Weekly,* 6 septembre .

Nag K. (2013), *The NAMO Story. A Political Life*, New Delhi, Roli Books.

Nair A. (2017), « Over 13.95 lakh new jobs in Gujarat since july 2011 », *Indian Express,* 11 avril.

Nanda B.R. (1990), *In Gandhi's Footsteps. The Life and Time of Jamnalal Bajaj*, Delhi, Oxford University Press.

Naseemullah A. (2017), *Development after Statism. Industrial Firms and the Political Economy of South Asia*, Cambridge, Cambridge University Press.

National Sample Survey (2011), « Key indicators of employment and unemployment in India », **http://www.indiaenvironmentportal.org.in/files/file/key%20indicators%20of%20employment%20and%20unemployment%20India%202011-12.pdf**

National University of Educational Planning and Administration (2013), « DISE 2011-12, Elementary education in India, progress towards UEE », New Delhi, **http://www.dise.in/Downloads/Publications/Publications 2011-12/Flash 2011-12.pdf**

Naudet J. et Dubost C.-L. (2016), « The Indian exception : The densification of the network of corporate interlocks and the specificities of the Indian business system (2000–2012) », *Socio-Economic Review*, Vol. 15, n° 2, pp. 405-434, **https://academic.oup.com/ser/article/15/2/405/2890741**

Naudet J., Allorant A., Ferry M. (2018), « Heirs, corporate aristocrats and "meritocrats" : The social space of top CEOs and chairmen in India », *Socio-Economic Review*, 16 (2).

Outlook (2014), « We have to work closely with the government », **http://www.outlookindia.com/magazine/story/we-have-to-work-closely-with-the-government/289726**

Parekh S. (2014), « Some facets of industrialisation in Gujarat 1999-2000 » *in* Hirway et *al*. 2014a.

Parthasarathy S. (2013), « The broken estate », *The Caravan*, 1er décembre, **http://www.caravanmagazine.in/perspectives/broken-estate**

Pathak P.G. (1982), « Industrial structure in Gujarat. A study in spatial dimension », *in* D.T. Lakdawala (ed.), *Gujarat Economy : Problems and Prospects*, Ahmedabad, Sardar Patel Institute of Econo)mic and Social Research, pp. 441-475.

Prime Minister's Office (2014), « PM's council of trade and industry to be reconstituted », **http://www.pib.nic.in/newsite/erelcontent.aspx?relid=3417**

Rahman S. (2009), « Business of the day », *India Today*, 12 novembre, **http://indiatoday.intoday.in/story/Business+of+the+day/1/70610.html**

Rai V. (2014), *Not Just an Accountant*, New Delhi, Rupa.

Rajan R. (2017), « Is there a threat of oligarchy in India ? » Discours devant la chambre de commerce de Bombay, 10 septembre, **http://faculty.chicagobooth.edu/raghuram.rajan/research/papers/is%20there%20a%20threat%20of%20oligarchy%20in%20india.pdf**

Rajshekhar M. (2013), « The other big », *Times of India*, 5 septembre, **http://epaper.timesofindia.com/Repository/ml.asp?Ref=RVRNLzIwMTMvMDkvMDUjQXIwMjIwMA==**
----- (2016), « Why India has so many businessmen in Parliament », *Quartz India*, 23 mars, **http://qz.com/645737/why-india-has-so-many-businessmen-in-parliament/**

Raman A (2013), « Mirror, mirror on the trawl », *Outlook*, 25 novembre : 35.
----- (2014), « Clogging the ink », *Outlook*, 3 février, **https://www.outlookindia.com/magazine/story/clogging-the-ink/289263**

Reddy, R. (2019), « Media in contemporary India : When commodification rules in the fourth estate », *in* Jaffrelot et *al.*, 2019.

Reserve Bank of India (2013), « State finances : A study of budgets », **https://www.rbi.org.in/scripts/PublicationsView.aspx?id=14834** (consulté le 4 février 2018).

Rukmini S. (2014a), « Modi got most prime-time coverage : study », *The Hindu*, 8 mai, **http://www.thehindu.com/elections/loksabha2014/modi-got-most-primetime-coverage-study/article5986740.ece.** (consulté le 4 février 2015.
----- (2014b), « It is Modi driven television coverage. 2014 poll campaign », 8 mai, **http://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&ved=0CCgQFjAB&url=http%3A%2F%2Fwww.cmsindia.org%2F2014-Lok-Sabha-Election-media-coverage.docx&ei=5hVAVO2PBLjfsASLo4CQBA&usg=AFQjCNEE9PscncF_1VqZIva6k6HdgA6HyA&bvm=bv.77648437,d.cWc.** (consulté le 4 février 2015).

Rutten, M. (1995), *Farms and Factories. Social Profile of Large Farmers and Rural Industrialists in West India*, New Delhi, Oxford University Press.

Sardesai R. (2014), *The Election that Changed India*, New Delhi, Penguin.

Sasi A. (2015), « Indian billionaires : Gautam Adani, Dilip Shanghvi see highest growth », 31 mai, **https://indianexpress.com/article/business/business-others/indian-billionaires-gautam-adani-dilip-shangvhi-see-highest-growth/**

Sen S. (2018a), « Who robs India's banks? », *The Wire*, 17 mars, **https://thewire.in/banking/who-robs-indias-banks,** (consulté le 23 mars 2018).
----- (2018b), « Bad loans push State-run banks losses to highest-ever in FY18 : Report », *NDTV*, 30 mai, **https://www.ndtv.com/business/state-run-banks-post-total-rs-85-370-crore-loss-in-fy18-report-1860099** (consulté le 23 mars 2018).

Shah G. (2013), « Politics of governance : A study of Gujarat », *Studies in Indian Politics* 1 (1), pp. 65-77.

Shah R. (2009), « State debt set to cross Rs 1L crore », *Times of India*, 2 janvier.

Singh P. (2015), « How much growth can absorb all ? », *Outlook*, **http://www.outlookindia.com/printarticle.aspx?295246**

Singh R. (2018), « In selling firm to Piramal group as minister, Piyush Goyal pushes ethical boundaries », *The Wire*, 28 avril, **https://thewire.in/political-economy/in-selling-firm-to-piramal-group-as-minister-piyush-goyal-pushes-ethical-boundaries**

Sinha A. (2005a), *The Regional Roots of Developmental Politics in India : A Divided Leviathan*, Indiana, Indiana University Press.
----- (2005b), « Understanding the rise and transformation of business collective action in India », *Business and Politics*, 7 (2), août.
----- (2007), « Global linkages and domestic politics : Trade reform and institution building in India in comparative perspective », *Comparative Political Studies*, 40 (10), octobre, pp. 1183-1210.
----- (2010a), « Reforming public services in a high growth State », *in* V.K. Chand (ed.), *Public Service Delivery in India : Understanding the Reform Process,* New Delhi, Oxford University Press.
----- (2010b), « Business and politics », *in* N. Gopal-Jayal et P. Bhanu Mehta, *Oxford Companion to Politics in India*, New Delhi, Oxford University Press.
----- (2010c), « Understanding economic reform of public services in a high growth state of India », *in* V. Chand (ed.), *Public Service Delivery in India: Understanding the Reform Process,* New Delhi, Oxford University Press.
----- (2011), « An institutional perspective on the post-liberalization State in India », *in* A. Gupt, K. Sivaramakrishnan (ed.), *The State in India after Liberalization : Inter-disciplinary Perspectives*, New York, Routledge, pp. 49-68.
----- (2016), *Globalizing India* : *How Global Rules and Markets Are Shaping India's Rise To Power*, Cambridge, Cambridge University Press.
----- (2019), « India's new porous State : Blurred boundaries and the evolving business-State relationship », dans C. Jaffrelot et *al*, 2019.

Sud N. (2012), « Liberalization, Hindu nationalism, and the State. A biography of Gujarat », New Delhi, Oxford University Press.

Thakurta P. G. (2015), « The incredible rise and rise of Gautam Adani : Part one », *The Citizen,* 26 avril.

The Hindu (2008), « Did Modi offer Rs. 30,000 crore in sops to Tata Motors? », 12 novembre :15.
----- (2013), « CAG indicts Modi govt. for « undue» favours to firm », 15 avril, p. 10.

The Organiser (2014), « Opinion : Information spectrum to manage conflicts », *The Organiser*, 19 juillet, **http://www.organiser.org/Encyc/2014/7/19/Opinion-Information-Spectrum-To-Manage-Conflicts-.html**

The Pioneer, (2003), « Industrial policy to usher investment in Gujarat », 8 novembre, p. 11.

Times of India (2003), « Gujarat Inc. guns for CII », 20 février.
----- (2008), « Investors back out, vibrant plans go awry », 4 mars.
----- (2013), « CAG finds State's public land policy poor, suggests immediate reforms », 4 avril, p. 3.

Vaishnav M. (2017), *When Crime Pays. Money and Muscle in Indian Politics*, New Haven, Yale University Press.

Venkataramakrishnan R. (2018), « As electoral bonds go on sale again, their popularity may lie in absence of transparency around them », *Scroll.in*, 2 avril, **https://scroll.in/article/874076/as-electoral-bonds-go-on-sale-again-the-lack-of-transparency-may-be-the-source-of-their-popularity**

Verma S. (2017), « Electoral bonds will rob poll funding of transparency, fears CEC », *The Indian Express*, 16 mai, **https://timesofindia.indiatimes.com/india/electoral-bonds-will-rob-poll-funding-of-transparency-fears-cec/articleshowprint/59406789.cms**
----- (2018), « Insolvency and bankruptcy code : BJP claims Rs 4 lakh crore recovery ; RBI data tell a different story », *The Indian Express*, 16 avril, **http://indianexpress.com/article/business/banking-and-finance/insolv...s-rs-4-lakh-crore-recovery-rbi-data-tell-a-different-story-5138768/**

Wood J. (1995), « On the periphery but in the thick of it : some recent political crisis viewed from Gujarat », *in* P. Oldenburg (ed.), *India Briefing : Staying the Course*, Armonk, M.E. Sharpe.

Yadav A. (2011), « Vibrant Gujarat ? Your coast is not clear Mr. Adani », *Tehelka*, **http://archive.tehelka.com/story_main48.asp?filename=Ne260211DEVELOPMENT_CONFLICTS.asp**